

L'action des États-Unis envers la République islamique d'Iran



Toutes nos publications sont disponibles :

- En *téléchargement*, depuis l'adresse internet de notre ASBL :
www.cpcp.be/etudes-et-prospectives
- En *version papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

Rue des Deux Églises, 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00 - Mail : info@cpcp.be

INTRODUCTION

La relation entre les États-Unis et la République islamique d'Iran fait régulièrement la « une » de l'actualité mondiale. Depuis environ dix ans, ces relations sont extrêmement tendues, en cause : le fameux « programme nucléaire iranien ». Programme uniquement civil *dixit* Téhéran alors que les États-Unis l'accusent de vouloir acquérir en réalité l'arme nucléaire, menaçant ainsi la paix mondiale. Au-delà de cet aspect, de nombreux autres facteurs entrent en jeu dans les relations entre Washington et Téhéran : économiques, idéologiques, géostratégiques... Ce travail tentera de comprendre la position des États-Unis envers l'Iran et de décrypter les enjeux réels de cette hostilité envers la République islamique.

Le travail commencera par une mise en situation afin de bien comprendre le cadre global des relations USA-Iran et d'appréhender correctement la politique des États-Unis envers l'Iran. Il débutera donc par une explication de la situation iranienne, aussi bien interne (histoire récente, situation sociopolitique et économique) qu'externe. Cette sous-catégorie de travail analysera la place de l'Iran dans sa sphère régionale et sa situation au niveau international ainsi que sa relation avec les grandes puissances. Le second chapitre présentant le cadre global des relations détaillera brièvement l'État actuel de la diplomatie américaine, le rôle des États-Unis au niveau mondial et les idéaux qui motivent leur politique internationale. Ensuite, les relations entre l'Iran et les USA seront expliquées suivant un schéma historique, du 19^{ème} siècle à nos jours. A partir de la situation actuelle de la relation, la question concernant la menace iranienne envers les USA sera abordée. Le quatrième chapitre répondra à la question centrale du travail : quelle politique les États-Unis mènent-ils à l'encontre de l'Iran ? Il décrira la politique iranienne des États-Unis, de même que les différents enjeux et les groupes de pression de la politique ayant trait aux relations avec l'Iran. Il présentera enfin l'arsenal de moyens dont disposent les États-Unis envers l'Iran ainsi que les différentes approches existantes au sein de la classe dirigeante américaine. Le chapitre suivant mettra les relations américano-iraniennes en perspective par rapport à l'action globale des États-Unis dans le Moyen-Orient. Il y détaillera également l'action d'autres grandes puissances dans la région. Le dernier chapitre, précédant la conclusion, sera consacré à l'étude des perspectives futures dans les relations entre les deux pays et évoquera les moyens rendant possible une sortie de crise. D'une manière générale, la fin du travail se posera aussi la question du déclin

de l'influence américaine au Moyen-Orient et dans le monde.

Tout au long de cette étude, différentes thématiques inhérentes à la politique étrangère américaine se développeront de manière transversale. Parmi celles-ci, l'histoire et l'idéologie américaine en la matière, notamment pour illustrer des concepts tels que celui de « destinée manifeste ». Ce concept devra être décliné suivant les trois courants qui en découlent (isolationniste, idéaliste et réaliste), afin de comprendre par la suite les différences de vision de certains membres de l'administration américaine. Toujours dans le but de comprendre l'attitude des USA envers l'Iran en particulier et le Moyen-Orient en général, il faudra revenir sur les penseurs en matière de géopolitique qui ont marqué les dernières décennies comme Huntington (et son idée désormais célèbre de « clash des civilisations ») ou Fukuyama (et sa théorie de « fin de l'histoire »). Les politiques étrangères régionales auront aussi leur importance dans l'analyse globale afin de déterminer la politique régionale américaine au Moyen-Orient et l'importance de sa relation avec Israël. De même, quelques idées globales concernant la politique de sécurité américaine seront reprises brièvement dans le travail afin d'appréhender la juste manière dont elles influencent la politique des USA envers l'Iran. Enfin, la question du déclin de la superpuissance US sera évoquée, de même que celle de l'importance d'autres grandes puissances au Moyen-Orient et dans le monde.

I. LA SITUATION IRANIENNE

1. Politique intérieure

a. Histoire récente de l'Iran

La situation politique actuelle en Iran se doit d'être abordée en regard de certains éléments de l'histoire du pays. Pour ce faire, il faut remonter à la Révolution islamique de 1979 et à l'accession au trône, l'Iran étant alors une monarchie, de Mohammad Reza Pahlavi, le dernier Shah d'Iran, en 1941. Celui-ci va lancer une politique d'industrialisation massive (principalement basée sur l'industrie lourde) et de travaux d'équipement afin de combler le retard de l'Iran en la matière. Ces projets sont financés par l'argent provenant du pétrole, principale source de revenus de l'État et au centre de nombreux enjeux. Les débuts de ce qu'il convient d'appeler un « capitalisme d'État » et de l'industrialisation rapide du pays vont contribuer à lancer l'Iran sur les voies de la modernité, mais vont aussi générer dans ce pays des inégalités profondes. En effet, l'enrichissement dû à la politique de Mohammad Reza Pahlavi va surtout bénéficier à une certaine catégorie de personnes proches du Shah et va dès lors créer un fossé énorme entre riches et pauvres. La monarchie iranienne redoute alors que ces inégalités favorisent la montée en puissance des partis du clergé et des Communistes. Elle va donc lancer une réforme agraire et de vastes campagnes d'alphabétisation dès 1962. Néanmoins, les oppositions islamiste et communiste voient leur influence augmenter d'année en année, se nourrissant de l'exaspération de la population face aux inégalités sociales et des fortes critiques à l'encontre de la dépendance de l'Iran envers les États-Unis.¹

C'est en 1979 que la Révolution islamique iranienne survient, grâce à l'alliance entre le clergé, les Communistes et les *bazaris* (marchands du bazar). La nature réelle de cette révolution est très difficile à cerner car elle ne revêt pas seulement une idéologie islamiste fondamentaliste. En effet, les révolutionnaires étaient soit des religieux (eux-mêmes divisés entre islamistes radicaux et religieux libéraux), soit des musulmans modérés influencés par des idées marxistes et tiers-mondistes. Par la suite, les premiers prendront le pas sur les seconds. L'Iran devient donc une République islamiste qui aura pour base légale la cha-

¹ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris, 2010.

ria². Cependant, le degré de radicalité est très variable suivant les domaines : si la lapidation des femmes adultères et l'amputation de la main pour les voleurs sont légales, la loi islamique ne fait aucune autre discrimination entre hommes et femmes (ces dernières ont d'ailleurs le droit de vote) et protège les minorités religieuses. Le chef de l'État est donc un président démocratiquement élu mais le Guide de la Révolution, l'ayatollah Khomeini (aidé par le Conseil des Gardiens de la Révolution), reste l'arbitre suprême en cas de conflit.³

En 1980, profitant de la faiblesse de l'armée iranienne, l'Irak de Saddam Hussein attaque le régime des mollahs. Les États-Unis soutiendront l'Irak baathiste et laïc contre l'Iran islamiste. Cette guerre, que Saddam Hussein imaginait courte et victorieuse, se terminera sept ans plus tard par un statu quo.⁴

Khomeini meurt en 1989 et l'assemblée des experts désigne l'ayatollah Ali Khamenei comme nouveau guide suprême. C'est la même année que Rafsandjani (un réformiste pragmatique) est nommé président. Il tentera de moderniser le pays et de lui impulser un essor économique, sans réel succès. À la suite de cet échec, c'est le modéré Mohammad Khatami qui lui succède en 1997. Ce dernier, essayant de rendre le pays moins conservateur et plus ouvert, s'attire la haine des religieux et de leurs partisans.⁵

En 2005, le très conservateur maire de Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad, devient le nouveau président de la République iranienne. Il va développer une politique beaucoup plus réactionnaire et nationaliste que Khatami, tout en installant de nouvelles infrastructures en Iran (amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité, création d'hôpitaux et d'écoles...). Sur le plan international, l'Iran est de plus en plus isolé. En effet, Ahmadinejad relance le fameux « programme nucléaire iranien ». Le gouvernement de la République islamiste est d'avis que ce programme est nécessaire afin de devenir une nation moderne qui pourrait, à terme, se passer du pétrole lorsque celui-ci sera tari. La crainte de l'Union européenne et des États-Unis est de voir l'Iran se servir de ce programme pour fabriquer des armes de destruction massive.

² *Loi islamique régulant les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociétales.*

³ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *op. cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *Histoire de l'Iran contemporain, Paris, 2010.*

Ahmadinejad s'est également fait remarquer en affichant des opinions antisémites, notamment en organisant une conférence révisionniste en décembre 2006.⁶

Lors des élections présidentielles du 12 juillet 2009, les chiffres officiels créditent Mahmoud Ahmadinejad de 62,6 % des voix et Mir Hossein Moussavi de 33,7. Les résultats sont directement contestés par les partisans du candidat défait. De nombreuses manifestations, rassemblant les partisans de Moussavi (dont de nombreux jeunes), ont lieu dans les rues afin de réclamer la destitution d'Ahmadinejad, accusé d'avoir truqué les élections. Ces manifestations sont jugées illégales par le Guide suprême Ali Khamenei qui, après avoir ordonné un nouveau comptage des voix, confirme la victoire d'Ahmadinejad. Cependant, ce sont les proches du clergé, les ultraconservateurs, qui devancent largement les candidats du président lors des législatives de 2012.⁷

b. La situation sociopolitique iranienne

Aujourd'hui, deux forces politiques sont au coude à coude en Iran : les partisans de Mir Hossein Moussavi et ceux de Mahmoud Ahmadinejad. S'il s'agit des deux seuls partis légaux et influents en Iran, il ne faut cependant pas omettre l'opposition en exil (le groupe MERH et les Fedayins du Peuple d'Iran). Il convient également de signaler qu'Ahmadinejad et Moussavi sont tous deux des fidèles de la Révolution islamiste et qu'aucun d'eux ne remet en cause le cadre légal de la République islamique d'Iran.⁸

Mir Hossein Moussavi est l'un des principaux partisans de la Révolution islamique de 1979 et a été Premier ministre de l'Iran de 1981 à 1989. Il se serait rendu responsable, durant cette période, de la mort de 33 000 opposants politiques au régime des mollahs. Moussavi est aussi un homme très puissant en Iran. Il est le représentant du clan familial de l'ancien président Rafsandjani, possédant de nombreuses sociétés, de vastes propriétés terriennes et près de 300 universités privées (contenant près de 3 millions d'étudiants). L'influence

⁶ MAKINSKY (M.), « L'Iran après les élections législatives de mars 2008 : une victoire en trompe-l'œil ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 70, 2008, p. 97-106 ; DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *op. cit.*

⁷ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *op. cit.* ; LADIER-FOULADI (M.), « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 149-272.

⁸ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris, 2010.

de ce clan est donc énorme en Iran, le magazine américain Forbes estimant que Rafsandjani lui-même serait l'une des plus grosses fortunes mondiales et que son clan posséderait 25% des richesses du pays. Lors des élections de 2009, Moussavi était le leader des « modérés », favorables à la négociation avec les USA, notamment sur le problème du nucléaire, à la libéralisation du régime, à une plus grande liberté de presse et à un plus grand respect des droits de l'homme... C'est évidemment Moussavi qui bénéficie du soutien diplomatique de l'Europe et des États-Unis. Son discours séduit principalement les jeunes, les intellectuels, les classes moyennes et une partie des classes défavorisées (notamment à cause du chômage et de la pauvreté en hausse, et ce malgré les promesses électorales d'Ahmadinejad en 2005).⁹

Mahmoud Ahmadinejad est quant à lui le représentant de l'autre force politique du pays : celle du pouvoir en place (que beaucoup jugent bureaucratique et corrompu). Ahmadinejad a le soutien des Gardiens de la Révolution qui consistent en une force de près de 200.000 hommes armés et en une centaine d'entreprises bénéficiant de contrats de la part de l'État. Il peut également compter sur les *Basijis*, des milices paramilitaires présentes dans chaque mosquée. Il s'agit de 100000 hommes armés pouvant mobiliser jusqu'à un million de personnes. Sur le plan international, Ahmadinejad a le soutien de la Russie, de nombreux pays du Moyen-Orient, et du Venezuela (Hugo Chavez voyant dans le président iranien un champion de la lutte contre l'impérialisme américain). La base électorale des partisans d'Ahmadinejad est principalement constituée des religieux, des musulmans radicaux et de la bureaucratie iranienne. Il profite également d'un soutien populaire important.¹⁰

Les autres forces politiques sont le groupe de gauche MERH (composé d'anciens membres du parti communiste *Toudeh*), qui a soutenu Moussavi en 2009, la guérilla des Fedayins du Peuple (guérilleros marxistes-léninistes) et certains groupes indépendantistes originaires du Baloutchistan.¹¹

⁹ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris, 2010 ; LADIER-FOULADI (M.), « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 149-272.

¹⁰ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *op. cit.* ; GAUVRIT (E.), « Les forces armées conventionnelles de l'Iran : Etat des lieux », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 109-139 ; LADIER-FOULADI (M.), « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 149-272.

¹¹ DJALILI (M.-R.) et Kellner (Th.), *op. cit.* ; CHAUVIERRE (J.), « Les Moudjahidins du peuple », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 301-315.

Enfin, il faut également signaler l'importance politique du clergé, proche de Khamenei qui regroupe désormais la plupart des conservateurs et qui jouit d'une popularité large dans tout le pays. Aujourd'hui, ce clergé tente de créer une unité nationale – réunissant les ultraconservateurs religieux, les populistes d'Ahmadinejad et les réformateurs de Rafsandjani - autour de la République islamique.¹²

c. L'économie iranienne

L'économie iranienne est principalement axée sur les hydrocarbures. En effet, le pétrole représente 80% des exportations iraniennes et près de 60% des recettes budgétaires. Le pays produit en réalité peu de produits manufacturés et exporte, outre son pétrole, principalement des textiles (notamment des tapis), des produits agro-alimentaires et des métaux. L'État iranien mène une politique dirigiste en matière économique.¹³

L'Iran souffre largement des sanctions internationales et du blocus que les occidentaux mènent à son égard, ce qui amène les milieux d'affaires iraniens à demander un assouplissement de la diplomatie intransigeante de Téhéran. Concrètement, depuis 2006, les États-Unis et l'Union européenne ont décrété un embargo total sur le pétrole et la Banque centrale d'Iran. Cet embargo handicape largement l'économie iranienne, de même que le niveau de vie des habitants, qui est à peu près le même qu'en 1970. L'État semble toutefois empêcher le pays de sombrer dans une pauvreté profonde en investissant massivement dans des infrastructures intérieures et des politiques sociales.¹⁴

¹² HOURCADE (B.), « L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 491-503 ; LADIER-FOULADI (M.), *op. cit.* ; HOURCADE (B.), « La prise de pouvoir par les Gardiens de la Révolution : Retour au passé ou perspective d'avenir ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 70, 2008, p. 71-78.

¹³ HOURCADE (B.), « L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 491-503 ; COVILLE (Th.), « L'économie iranienne sous Ahmadinejad : Des promesses à la réalité... », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 70, 2008, p. 87-96.

¹⁴ HOURCADE (B.), « L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 491-503.

2. La politique extérieure

a. L'Iran comme puissance régionale

Globalement, l'Iran apparaît sur la carte du monde comme un pays pivot, faisant la jonction entre le Moyen-Orient et le monde indo-pakistanaï, entre la Russie et la péninsule arabique. L'Iran est, *de facto*, une puissance régionale incontournable.

Dans sa sphère régionale, c'est avant tout avec l'Irak que les relations ont été les plus tendues, avec comme point culminant la guerre entre l'Iran de l'ayatollah Khomeïni et l'Irak de Saddam Hussein entre 1980 et 1988. Durant le conflit, Téhéran s'est efforcé d'isoler Bagdad en liant des alliances avec l'Algérie et le Yémen du Sud, mais surtout en nouant une alliance forte avec l'autre pays revendiquant une idéologie baathiste : la Syrie d'Hafez El-Assad (appartenant à la minorité alaouïte, une branche du chiïsme). Depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, l'Iran entretient de bien meilleures relations avec son voisin irakien, notamment en raison de l'arrivée de la majorité chiïte irakienne aux commandes de l'État. En moins de 10 ans, l'Irak est devenu l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Iran.¹⁵

Au Sud, l'arrivée au pouvoir de Rafsandjani en 1989, contribue fortement à créer des liens avec l'Arabie Saoudite, et via Riyad, avec l'ensemble des monarchies arabes du Golfe (excepté Bahreïn qui accuse régulièrement l'Iran d'aide au soulèvement de sa minorité chiïte).¹⁶

Au nord, après la dislocation de l'URSS, l'Iran nouera également des relations avec les nouvelles nations issues du Caucase et d'Asie centrale. La Turquie connaît elle aussi, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP¹⁷ en 2001, une intensification de ses relations avec la République islamique d'Iran, au point de devenir le sixième partenaire commercial de Téhéran. Ankara s'est par ailleurs opposé,

¹⁵ DJALILI (M.-R.), « L'Iran dans son contexte régional », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 519-531 ; TROMBETTA (L.), « Syrie-Iran : aires partagées, ennemis différents », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 385-396 ; PARISI (M.), « L'Iran en Syrie : images et mirages », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 397-411.

¹⁶ DJALILI (M.-R.), *op. cit.* ; MAKINSKY (M.), « L'Iran et ses voisins du Sud : une relation sous tension », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 427-445 ; HOURCADE (B.), *Géopolitique de l'Iran*, Paris, 2010.

¹⁷ *Parti de la Justice et du Développement (néo-islamiste).*

avec Brasilia, à de nouvelles sanctions à l'égard de Téhéran à l'ONU en mai 2010.¹⁸

Dans sa sphère régionale, l'Iran apparaît comme la pièce maîtresse d'un « croissant chiite », allant des communautés chiïtes du Pakistan et d'Afghanistan (à l'Est) au Hezbollah libanais (l'Ouest), en passant par l'Irak, les Alaouites syriens et les minorités chiïtes d'Arabie Saoudite, de Bahreïn et des autres monarchies du Golfe. Toutefois, si l'Iran apparaît comme une pièce maîtresse, il n'est cependant pas le leader de ces pays ou même de ces communautés chiïtes dont beaucoup se départissent politiquement de Téhéran, beaucoup de militants chiïtes politiques n'étant pas prompts à déclarer la République islamique iranienne comme un modèle à suivre. De plus, au niveau religieux, la majorité des communautés chiïtes ne font pas allégeance au clergé iranien.¹⁹

Prenant fait et cause pour la cause palestinienne, l'Iran apparaît également comme l'un des plus grands soutiens du mouvement islamiste Hamas.

Loin d'être isolé dans son contexte régional, Téhéran participe de plus en plus durant ces dernières années, aux différentes organisations internationales régionales comme l'Organisation de la Conférence Islamique²⁰, l'Organisation de Coopération Économique ou différents forums régionaux²¹. Téhéran est aussi devenu un membre observateur de l'Organisation de Coopération de Shanghai, Russie et Chine refusant toutefois d'en faire un membre à part entière en raison de la question nucléaire.²²

¹⁸ DJALILI (M.-R.), *op. cit.* ; PARLAR DAL (E.), « Ankara-Téhéran : De la rivalité historique au rapprochement pragmatique et civilisationnel », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 493-499 ; MINASSIAN (G.), « L'Iran et sa porte de secours du Caucase du Sud », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 111-128.

¹⁹ DJALILI (M.-R.), « L'Iran dans son contexte régional », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 519-531 ; COLIN (A.), « Déconstruire le croissant chiite », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 76, 2009, p. 45-54.

²⁰ HOURCADE (B.), *Géopolitique de l'Iran*, Paris, 2010.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

b. L'Iran et la Communauté internationale

La diplomatie iranienne a subi un changement radical depuis l'avènement de la République islamique. Concrètement, elle se traduit par une volonté d'exportation de sa révolution dans le monde entier. Elle s'affiche très nettement comme anti-américaine (et anti-israélienne) et voudrait être une puissance régionale avec laquelle il s'agit de composer. Cependant, la plupart des pays occidentaux, États-Unis en tête, considèrent l'Iran comme infréquentable et ne traitent avec Téhéran qu'en cas d'absolue nécessité.²³

Si les relations avec Moscou et Pékin sont meilleures qu'avec Washington, ces deux pays sont toutefois réservés quant à l'attitude à adopter face à la bouillante République islamique. La Russie est souvent apparue comme un allié objectif de l'Iran : Moscou bloquant de nombreuses résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, collaborant à la construction de la centrale nucléaire de Bushehr, et signant plusieurs contrats de ventes d'armes avec Téhéran. Moscou est un allié de poids pour la République islamique tandis que la Russie profite de sa proximité avec l'Iran pour former un front anti-américain au Moyen-Orient et ainsi réaffirmer sa place sur la scène internationale. Cependant, depuis 2010, Moscou tend à revoir sa copie : il a ainsi voté contre l'Iran à l'ONU en juin de cette année-là et renoncera à livrer des missiles commandés en 2005. Cette volte-face peut non seulement être perçue comme un rapprochement de Washington, mais également comme une réponse au manque de conciliation iranien et à des peurs sincères de son programme nucléaire.²⁴

Avec son anti-américanisme forcené, l'Iran est devenu, pour certains pays ou certains penseurs empreints de « tiers-mondisme », une sorte de symbole de résistance à l'hégémonie américaine. De nombreux pays sud-américains développent de plus en plus de partenariats avec Téhéran en ce sens. Le meilleur exemple en est le Venezuela d'Hugo Chavez, devenu l'allié principal de Téhéran en Amérique latine.²⁵

²³ HOURCADE (B.), *Géopolitique de l'Iran*, Paris, 2010.

²⁴ EVSEEV (V.), « Russie-Iran : un partenariat prudent », dans *Outre-Terre*, n. 28, p. 501-511 ; LEI (W.) et JUN (L.), « Les clefs de la relation Chine-Iran », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 519-530 ; PIRON (J.), « Iran-Russie : Une entente opportuniste », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 78-88 ; DABAS (Fr.-R.), « Iran-Chine : Une alliance inachevée », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 103-110.

²⁵ KARMON (E.), « Amérique latine, défi de l'Iran aux Etats-Unis dans leur arrière-cour », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 531-555.

III. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE

1. Description générale

Lors de la chute de l'URSS, les États-Unis ont perçu ce fait majeur du 20^{ème} siècle comme la première opportunité réelle d'instaurer un *nouvel ordre mondial* basé sur les valeurs américaines et dont les USA assureraient le *leadership*. En effet, à cette époque, les USA deviennent la seule superpuissance mondiale, dominant largement les autres puissances au niveau non seulement militaire mais également économique.

Or, depuis le début du 21^{ème} siècle, on assiste à une importance croissante des autres grandes puissances mondiales – Union européenne, Chine, Russie, Brésil et Japon principalement – « grignotant » petit-à-petit l'influence des États-Unis dans différentes régions du monde. Il devient dès lors impératif pour les États-Unis de lutter contre la perte de cette hégémonie mondiale tout en essayant d'endiguer la crise économique que le pays subit. Et il est tout aussi impératif pour les États-Unis de régler la crise identitaire qu'ils subissent dans la manière de se positionner dans l'échiquier mondial et dans le rôle qu'ils aimeraient endosser. En effet, la lutte contre le terrorisme et la promotion des idéaux démocratiques ne suffisent plus aujourd'hui à justifier la volonté américaine de « gendarme du monde ».

A cette fin, les États-Unis ont pu justifier ces dernières décennies l'emploi de la force afin de lutter contre la menace terroriste (ou supposée telle) d'une part et les droits de l'homme et la démocratie d'autre part, tout en occultant les visées réalistes de certaines actions : buts économiques, financiers, géostratégiques, militaires... Cet interventionnisme américain se fait tantôt de manière unilatérale, tantôt multilatérale en coopération avec ses alliés. De plus en plus d'ailleurs cet interventionnisme se fait en corrélation avec d'autres grandes puissances régionales ou mondiales.

2. Les grandes théories de politique étrangère américaine

Pour comprendre cet interventionnisme, il faut comprendre le concept de « destinée manifeste ». Il s'agit d'une vision partagée par l'ensemble des différents groupes politiques américains qui tend à penser que, depuis le commencement de son histoire, le peuple américain a toujours eu la conscience de sa spécificité et de sa mission historique (à la limite « divine »). L'Amérique se doit de défendre l'idée d'une idéologie universelle visant à améliorer le sort de l'humanité qui lui donnerait une sorte de *mission civilisatrice pour propager la démocratie, la liberté économique, le libre-échangeisme et le démantèlement des zones préférentielles*.²⁶

Parallèlement à cette théorie de la « destinée manifeste », se trouve celle du « clash des civilisations », développée par Samuel Huntington en 1993. Cette théorie explique que, dans l'avenir, les relations internationales ne seront plus définies suivant des facteurs idéologiques, économiques ou géostratégiques mais bien en fonction du facteur culturel. Il explique : *Dans ce monde nouveau, la source fondamentale et première de conflit ne sera ni idéologique ni économique. Les grandes divisions au sein de l'humanité et la source principale de conflit sont culturelles. Les États-nations resteront les acteurs les plus puissants sur la scène internationale, mais les conflits centraux de la politique globale opposeront des nations et des groupes relevant de civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique à l'échelle planétaire. Les lignes de fracture entre civilisations seront les lignes de front des batailles du futur. De grands « blocs civilisationnels » se formeraient alors, en fonction de la culture et de la religion principalement, se faisant une concurrence pacifique tant que chacun respecte la zone d'influence de l'autre. Huntington définit sept civilisations et potentiellement une huitième : Occidentale (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, Australie...), latino-américaine, islamique, slavo-orthodoxe (autour de la Russie), hindoue, japonaise, confucéenne (sino-vietnamo-coréenne) et africaine. Huntington affirme également que les deux civilisations qui vont s'opposer aux États-Unis sont les civilisations confucéenne et islamique. Il convient dès lors non seulement d'empêcher leurs unifications respectives mais également le dialogue entre les deux.*²⁷

²⁶ STRUYE de SWIELANDE (T.), *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 25-35.

²⁷ HUNTINGTON (S.), « *The clash of civilisations* », dans *Foreign Affairs*, n. 3, 2003, p. 22-50.

Au début des années 1990, le géopoliticien Francis Fukuyama explique, à la suite de la chute de l'Union soviétique et de ses régimes satellites d'Europe de l'Est, sa théorie de la « fin de l'histoire ». Il y explique que, désormais, la démocratie et le libéralisme n'ont plus d'ennemis directs et que plus rien ne s'oppose à ce que ces valeurs s'imposent au monde comme système de gouvernement et de valeurs. La démocratie libérale deviendrait alors la forme finale des communautés humaines. Il pense cependant que certaines sociétés vont résister à l'avènement final de cette démocratie libérale, seule capable de maintenir une paix durable (la théorie de la « paix démocratique » postule en effet que les pays démocratiques ne se font pas la guerre). L'Islam et les sociétés islamiques sont alors définis comme la principale force d'opposition à la « fin de l'histoire » étant donné leur nature anti-moderne, ce qui donne alors le droit à l'Amérique de se permettre d'entrer en guerre contre une telle civilisation, ou certains de ses représentants les plus radicaux.²⁸

3. Le tournant du 11 septembre 2001

Les attentats kamikazes d'Al-Qaeda sur Washington et New-York en septembre 2001 vont marquer un tournant dans la politique extérieure américaine. Soutenu justement par des théoriciens comme Huntington ou Fukuyama, Georges W. Bush va lancer sa guerre contre le terrorisme, avec comme conséquence immédiate l'attaque de l'Afghanistan des Talibans par une coalition internationale sous l'égide américaine, Kaboul étant soupçonné de servir de repaire à Al-Qaeda et à son chef Oussama Ben Laden. Dans le même temps, l'Administration Bush met en garde la Communauté internationale sur les États-voyous, accusés de menacer la paix mondiale en raison de leur soutien au terrorisme et/ou par leur volonté d'acquérir l'arme nucléaire. Dès lors, une guerre peut être légitime si elle a pour but d'anéantir les desseins terroristes ou guerriers d'un État voyou.²⁹

²⁸ FUKUYAMA (F), « The End of History ? », dans *National interest*, n. 16, 1989, p. 3-18; FUKUYAMA (F), *The end of history and the last man*, New-York, 1992.

²⁹ MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des États-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012 ; SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010 ; DEPARTEMENT OF DEFENSE-UNITED STATES OF AMERICA, *Sustaining U.S. Global Leadership : Priority for the 21^e Century Defense*, Washington D.C., Janvier 2012.

Les États-Unis entament donc une période d'interventionnisme fort, pouvant s'appliquer via du *soft power* (coopération, dialogue...) ou via du *hard-power* (contrainte, menaces, attaques ciblées...). Cet interventionnisme est tantôt multilatéral, impliquant la participation d'autres pays, tantôt unilatéral quand la capacité de Washington à imposer sa vision à ses voisins s'avère impossible. Il vise en réalité à conserver son statut hégémonique et à créer les bases d'un système international dont les USA seraient au poste de commandement afin d'assurer la sécurité mondiale. Cette vision amène les États-Unis à entrer en guerre contre l'Irak en 2003 et à se positionner clairement contre la Corée du Nord et l'Iran, considérés comme des nations potentiellement menaçantes pour la paix mondiale en raison de leurs programmes nucléaires respectifs.³⁰

Considérant la menace représentée par les États voyous, Washington explique que la politique de dissuasion n'est plus suffisamment efficace pour lutter contre le terrorisme. Il s'agit dès lors de pouvoir agir militairement contre un État voyou avant que celui-ci n'ait les moyens de lancer une attaque terroriste ou militaire sur des cibles américaines et alliées aux États-Unis. Cette stratégie est dite de la « guerre préventive ». Donald Rumsfeld explique que *lorsque les terroristes possèdent ces armes avec lesquelles ils peuvent nous nuire, [...] la défense des États-Unis exige de les devancer et, de temps en temps, de procéder à une guerre préventive. La défense contre le terrorisme et les autres menaces émergentes du 21^{ème} siècle pourrait exiger de lancer la guerre contre l'ennemi. Dans ce cas, la meilleure défense n'est qu'une attaque convenable*³¹. Cette stratégie sous-entend que, sans l'aval de la Communauté internationale pour la mettre en place, Washington s'autorise le droit d'agir en faveur de ce qu'elle considère comme son droit à la légitime défense.³²

³⁰ MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des États-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012 ; SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010 ; DEPARTEMENT OF DEFENSE-UNITED STATES OF AMERICA, *Sustaining U.S. Global Leadership : Priority for the 21st Century Defense*, Washington D.C., Janvier 2012.

³¹ RUMSFELD (D.), *Conférence de presse du Secrétaire à la Défense des États-Unis lors du sommet de l'OTAN*, Bruxelles, 22 février 2005.

³² MOVAHHEDI (R.), *op. cit.* ; DEPARTEMENT OF DEFENSE-UNITED STATES OF AMERICA, *Sustaining op. cit.*

IV. LA RELATION USA-IRAN

1. Historique

a. La relation avant 1979

Les relations entre les États-Unis et l'Iran débutent au 19^{ième} siècle. A cette époque commencent les premières relations commerciales et Washington est perçue comme une puissance bénéfique pour l'Iran, comme une force possible de contrer les ambitions contradictoires des empires russes et britanniques sur le pays. En 1941, l'URSS et le Royaume-Uni occupent l'Iran. Les États-Unis obtiennent, lors de la conférence de Téhéran de 1943, la garantie des deux autres puissances sur l'indépendance de l'Iran. Au commencement de la guerre froide, les USA n'auront de cesse d'utiliser ce soutien à la souveraineté iranienne afin de contrer l'influence soviétique dans la région.³³

La période allant de la fin des années 1950 à 1979 est marquée par une forte dépendance de l'Iran vis-à-vis des USA. Ceux-ci aident économiquement l'Iran, l'arment et lui donnent le rôle de « gendarme du Golfe persique » afin de protéger son allié et de l'empêcher de tomber dans le giron de l'URSS. A cette époque, Téhéran « calque » directement sa politique de sécurité sur les desseins américains.³⁴

b. La relation après 1979

La révolution de 1979 de Khomeini marque un point de rupture totale dans les relations entre Téhéran et Washington. Le nouveau pouvoir affirme non seulement ne plus vouloir dépendre des États-Unis mais il l'accuse de plus d'attitude colonialiste envers l'Iran en particulier et envers la nation musulmane en général. Khomeini dira *Les États-Unis et les étrangers sont la base de toutes les difficultés de la nation iranienne et des pays musulmans*. Cette attitude hostile amène le président Carter à décréter un embargo sur le pétrole iranien et à inciter ses alliés à prendre des sanctions économiques contre Téhéran. En 1980, les

³³ MOVAHHEDI (R.), *op. cit.*

³⁴ MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des Etats-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012.

États-Unis poussent l'Irak laïc de Saddam Hussein à entrer en guerre contre l'Iran afin d'affaiblir la jeune République islamique. Ce faisant, les États-Unis espéraient toutefois qu'aucune des deux nations ne puisse sortir vainqueur de ce conflit afin de ne pas « empiéter » sur leur influence dans la région.³⁵

Ronald Reagan continuera une politique d'isolement de l'Iran durant ses deux mandats (1981-1989) alors que Georges Bush adoptera une politique différente dès 1989. En effet, on assiste durant cette période à une normalisation des relations diplomatiques et à une hausse significative des échanges commerciaux, notamment au niveau du pétrole.³⁶

Cet assouplissement est toutefois de courte durée et prend fin avec l'arrivée du président Bill Clinton en 1993. Son second mandat, en 1997, coïncide avec l'arrivée au pouvoir du président iranien Mohammad Khatami. On note à ce moment une volonté commune des deux présidents d'aller de l'avant : coopérations culturelles, assouplissement de l'embargo... Ce rapprochement sera toutefois condamné officiellement par le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei qui déclare en 1999 que *la reprise de pourparlers avec l'Amérique à ce stade du rétablissement des relations bilatérales est un irrespect et une trahison envers la nation iranienne*. Cette opposition de l'homme le plus important de la nation iranienne met fin aux espoirs de normalisation de l'époque. L'arrivée au pouvoir de Georges W. Bush en 2001 va également dans ce sens. Il apparaît même comme peu désireux d'aider le mouvement réformiste iranien, persuadé d'avoir affaire à des *loups déguisés en agneaux*.³⁷

Les événements du 11 septembre 2001 changeront toutefois la donne diplomatique. Washington et Téhéran en viendront même à coopérer dans le sens d'intérêts parallèles s'agissant de l'Afghanistan : lutte contre le fondamentalisme et le terrorisme sunnite, lutte contre le trafic de drogue, soutien de longue date des deux pays à l'Alliance du Nord du feu commandant Massoud... S'ensuit alors une phase de dialogue et de coopération importante : on voit même à ce moment les États-Unis utiliser le territoire iranien pour des opérations de ravitaillement. Cependant, après cette courte phase positive dans les relations, s'ensuivra une nouvelle politique américaine au Moyen-Orient,

³⁵ MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des Etats-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012.

³⁶ *Ibid*

³⁷ *Ibid*

partant du principe que la sécurité des États-Unis passe par une région pacifiée et débarrassée des régimes autocratiques. C'est ainsi qu'en 2002, Georges W. Bush exprime cette nouvelle doctrine en plaçant l'Iran, au même titre que l'Irak et la Corée du Nord, dans ce qu'il désigne comme étant *l'axe du mal*. L'année suivante, Washington obtient des informations sur le programme nucléaire iranien qui ne viserait pas simplement l'idée de développer du nucléaire civil mais également militaire. Les USA dénoncent alors une violation par l'Iran du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'Iran comprend alors que cet enjeu du nucléaire peut rapidement devenir une « carte » importante dans son jeu diplomatique. Les pays européens eux tentent d'arriver à un dialogue entre ce pays et des USA qui, après la chute du régime de Saddam Hussein, perçoivent cette étape comme un marchepied vers une transformation fondamentale de toute la région. L'élection de Mahmoud Ahmadinejad en 2005 confirme de part et d'autre la relation de conflit entre les deux nations. L'année suivante, les États-Unis débloquent un budget de 75 millions d'euros destinés à *promouvoir la démocratie en Iran*, soutien à peine masqué à l'opposition iranienne. Dans le même temps, l'Amérique s'annonce prête à des négociations sur le dossier nucléaire iranien, à la condition *sine qua non* de l'arrêt du programme en cours de celui-ci. Téhéran refuse catégoriquement cette condition, ce qui amène des sanctions économiques et diplomatiques successives votées à l'ONU contre l'Iran.³⁸

L'arrivée de Barack Obama à la Maison blanche en 2008 marque le début d'une volonté de dialogue dans le giron américain, volonté qui prend fin l'année suivante avec la réélection contestée d'Ahmadinejad. La politique d'Obama vis-à-vis de la République islamique redevient similaire à celle de Georges Bush. En 2010, les USA parviennent à faire voter un élargissement des sanctions sur l'Iran à l'ONU avec l'aval de Moscou et de Pékin, et ce malgré une tentative de dernière minute de la diplomatie iranienne s'appuyant sur la Turquie et le Brésil. Les conséquences pour l'Iran sont une chute importante de son commerce avec les pays occidentaux, handicap supplémentaire au développement de son économie.³⁹

³⁸ MALONEY (S.) et VIVARAT (G.), « Téhéran/Washington : une relation immobile ? », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2011, p. 753-585 ; MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des Etats-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012 ; CHAGNOLLAUD (J.-P.), « L'Iran et le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 34-44.

³⁹ MALONEY (S.) et VIVARAT (G.), *op. cit.* ; MOVAHHEDI (R.), *op. cit.* ; RASTBEEN (A.), « Les perspectives géopolitiques de la nouvelle administration américaine et les affrontements régionaux de l'Iran », dans *Géostratégiques*, n. 23, 2009, p. 11-22.

c. Nature de la relation actuelle

De nos jours, les relations entre Washington et Téhéran vont au rythme des sanctions imposées par les États-Unis et leurs alliés à l'encontre de la République islamique. Cette même république qui connaît une instabilité croissante au niveau interne, la reprise en mains du pouvoir par les mollahs au détriment du Président Ahmadinejad et la contestation grandissante allant dans ce sens. Toutefois, il est important de noter que ces sanctions successives fédèrent la nation iranienne sur au moins un point : l'unité nationale autour de la République islamique, unissant les ultraconservateurs religieux de Khamenei, les nationaux-populistes conservateurs d'Ahmadinejad et les réformistes du clan Rafsandjani.⁴⁰

La question du programme nucléaire iranien se situe au cœur des relations entre les deux pays. Pour Téhéran, il s'agit d'une arme à double-tranchant, permettant de « monnayer » le développement de son programme et l'exposant en contrepartie à des sanctions internationales condamnant son obstination. L'acquisition de l'arme nucléaire, si elle pouvait être « échangée » par un assouplissement des relations diplomatiques, économiques et commerciales avec la Communauté internationale en général et les États-Unis en particulier, reste une option importante dans la protection de la souveraineté iranienne et la survie de son régime. En effet, l'acquisition d'une telle arme aurait une portée hautement dissuasive et permettrait d'empêcher une invasion occidentale sur son territoire. La chute de la *Jamahiriyah libyenne* de Mouammar Kadhafi, qui avait renoncé à cette arme, en est d'ailleurs un récent exemple : Téhéran n'a que peu d'intérêt à abandonner son programme nucléaire même si ce dernier handicape lourdement son économie.⁴¹

⁴⁰ MALONEY (S.) et VIVARAT (G.), *op. cit.*

⁴¹ MALONEY (S.) et VIVARAT (G.), « Téhéran/Washington : une relation immobile ? », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2011, p. 753-585 ; KEISWETTER (A.), « Arab Spring : Implication for U.S. Interests and Policy », dans *Middle-East Institute*, 13/01/2012.

2. L'Iran constitue-t-il un danger pour la sécurité américaine ?

Dans les médias occidentaux, l'hypothèse d'un Iran possédant l'arme nucléaire va souvent de pair avec l'idée d'une possible guerre nucléaire au Moyen-Orient, principalement dirigée à l'encontre d'Israël. Qu'en est-il réellement ?

Tout d'abord, il convient de signaler la difficulté, pour Téhéran, de fabriquer une arme atomique. Il faudrait pour cela qu'il arrive à produire lui-même de l'uranium enrichi à un taux de 20%, ce qu'il est incapable de faire actuellement, notamment en raison de la difficulté pour la République islamique de recruter des savants suffisamment expérimentés. Or, de nombreuses personnes impliquées dans le programme nucléaire iranien ont perdu la vie ces dernières années, sans doute en raison de l'action des services occidentaux ou israéliens. De plus, étant donné le statut de « paria » que lui donnent bon nombre de pays, l'Iran éprouverait de grandes difficultés à se procurer la technologie nécessaire si ce n'est par des marchés clandestins. Enfin, il ne suffit pas seulement de disposer de la technologie et des savants nécessaires à la confection d'armes nucléaires, il faut aussi que Téhéran possède le vecteur capable de projeter des engins de type nucléaire. Or, dans le cas où la cible serait Israël, une attaque par avion n'est que peu envisageable étant donné la supériorité technique évidente de l'État hébreu. Il faudrait alors que l'Iran puisse s'appuyer sur ces lanceurs au sol appelés *shahabs*⁴², lesquels sont, dans leur version actuelle, incapables d'avoir une portée pouvant inquiéter Israël dans le cas où le tir ne serait pas intercepté avant d'avoir atteint une cible quelconque.⁴³

Au-delà des considérations sur les capacités technologiques de l'Iran à développer l'arme nucléaire, il convient également de s'interroger sur l'opportunité du développement de telles armes. La confection ou acquisition d'un pareil stock d'armes par Téhéran n'aurait qu'un effet dissuasif étant donné les faibles capacités iraniennes de pouvoir assumer une guerre ouverte avec Israël et les États-Unis. En effet, si Téhéran se risquait à frapper l'allié des USA, la riposte

⁴² Les *Shahabs* sont une version moderne des *Scuds*.

⁴³ GOLDKORN (G.), « L'Iran et sa capacité à déclencher une guerre nucléaire », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 165-177 ; LE GUELTE (G.), « La crise nucléaire iranienne », dans *Dossier de l'Institut des Relations internationales et Stratégiques*, 2011 ; CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *Iran : U.S. concerns and Policy responses*, Washington D.C., 2012.

américaine entraînerait l'Iran dans une situation devenue incontrôlable qui précipiterait sa chute à court ou moyen terme. L'Iran n'a donc que peu intérêt à se doter d'armes nucléaires et encore moins à en faire usage à l'encontre d'Israël, et donc des intérêts américains. Pour ces derniers, entamer une guerre avec l'Iran signifierait un engagement militaire prolongé, coûteux autant en hommes qu'en dollars, avec peut-être un risque d'échec à la clé. En effet, de nombreuses projections du Pentagone sur une possible attaque américaine sur l'Iran se soldent par l'idée d'une guerre prolongée avec un risque important d'enlèvement, voire d'obligation de retrait dans le cas où des moyens suffisamment importants ne seraient pas déployés.⁴⁴

En réalité, l'Iran n'a donc que peu d'intérêt à disposer d'armes atomiques. Les seules raisons qui pousseraient Téhéran à une telle acquisition seraient simplement de l'ordre du prestige pour les Gardiens de la Révolution d'arriver au statut de puissance mondiale, et plus seulement régionale. Si une telle optique était toutefois choisie, les forces les plus « dures » du régime iranien se retrouveraient toutefois confrontées à la bourgeoisie industrielle et marchande du pays, avide de retrouver des relations saines avec les pays occidentaux afin de faciliter les relations commerciales, rendues impossibles dans le cas d'un Iran désireux de se doter de l'arme nucléaire.⁴⁵

⁴⁴ GOLDKORN (G.), « L'Iran et sa capacité à déclencher une guerre nucléaire », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 165-177 ; LE GUELTE (G.), « La crise nucléaire iranienne », dans *Dossier de l'Institut des Relations internationales et Stratégiques*, 2011 ; CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *Iran : U.S. concerns and Policy responses*, Washington D.C., 2012.

⁴⁵ *Ibid.*

IV. LA POLITIQUE IRANIENNE DES ÉTATS-UNIS

1. Les enjeux de la relation du point de vue américain
 - a. Le caractère potentiellement dangereux du régime iranien

Depuis 1984, les États-Unis ont placé l'Iran sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Cette accusation a été maintes fois répétée depuis lors, notamment en 2002 lorsque les services secrets israéliens interceptent le navire « Karine A », transportant des armes à destination des groupes palestiniens. Les États-Unis et Israël accusent alors de concert l'Iran d'avoir tenté de fournir des armes à des terroristes, tandis que Téhéran dénonce une manipulation des Israéliens. Le soutien de Téhéran au Hezbollah libanais, avec lequel il partage une même religion, le chiisme, et un ennemi commun, Israël, a également été l'occasion pour Washington de lancer des accusations de soutien au terrorisme. De même, à la suite du 11 septembre 2001, alors que les deux pays avaient coopéré lors de la guerre en Afghanistan, les États-Unis ont de nouveau accusé l'Iran de soutien actif au terrorisme en hébergeant des chefs d'Al-Qaeda. L'Iran est donc une cible de choix pour l'Administration américaine qui a fait de la lutte contre le terrorisme international son principal cheval de bataille en matière de politique étrangère.⁴⁶

Le programme nucléaire iranien est la deuxième principale raison de l'inquiétude américaine à l'encontre de la République islamique. Alors que cette dernière affirme qu'il ne s'agit que de développer des centrales nucléaires civiles, Washington l'accuse de vouloir accéder à l'arme atomique. Un Iran doté d'une pareille arme est une source d'inquiétude importante pour l'Amérique car elle ferait de ce pays une force hostile qui renforcerait considérablement sa position au Moyen-Orient, menaçant directement les forces militaires américaines dans la région ainsi que l'allié israélien. De plus, il deviendrait alors dangereux

⁴⁶ KAHL (C.), et WALTZ (K.), « Iran and the bomb », dans *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2012, consulté le 13/11/2012 ; RATSBEEN (A.), « Les Etats-Unis et l'Europe face à l'Iran sur le chemin escarpé de la mondialisation », dans *Géostratégiques*, n. 29, 2010, p.9-29 ; U.S. DEPARTEMENT OF STATE-OFFICE OF THE SPOKESMAN, *Designation of Iranians for Proliferation and Terrorism support*, 2007.

pour les États-Unis de lancer une guerre préventive contre un Iran doté de l'arme nucléaire. Le Conseil des Affaires étrangères américain expliquait d'ailleurs dans un rapport de juillet 2004 que *Les ambitions nucléaires de l'Iran sont liées d'une part à la réflexion de ce pays contre les dangers potentiels qui le menacent, et d'autre part à la réflexion qu'une capacité nucléaire s'avèrera utile pour la dissuasion*⁴⁷. La volonté d'acquérir ce type d'armes ne serait donc pas principalement dictée par des volontés idéologiques mais bien politiques. En effet, l'Iran se trouve dans une région où d'autres pays ont déjà accès à ce type d'armes (Israël, le Pakistan et l'Inde notamment). La possession de l'arme nucléaire permettrait en fait à l'Iran d'accéder à une nouvelle forme de respect ou de crainte de la part de la Communauté internationale qui l'assurerait davantage contre le risque d'une attaque occidentale ou d'une volonté extérieure de changement de régime politique.⁴⁸

Cette accusation de vouloir développer des armes de destruction massive, non seulement de type nucléaire mais également de nature chimique et biologique, constitue depuis 2002 le principal enjeu de la relation qu'entretiennent les États-Unis avec l'Iran. Bien que ce dernier ait ratifié le Traité de non Prolifération des Armes nucléaires, les administrations Bush et Obama ont toutes deux affirmé que l'Iran dissimulait ses véritables intentions en la matière. Cette accusation se base d'une part sur les réserves importantes de gaz et de pétrole dont jouit l'Iran, rendant le développement de nucléaire civil superflu aux yeux des Américains, et d'autre part sur le soutien au terrorisme dont l'Iran ferait part, qui le mènerait à se doter de l'arme atomique afin d'en faire profiter ses alliés liés à des organisations terroristes ennemies de Washington. De plus, l'acquisition de ce type d'arme encouragerait certains voisins de l'Iran, comme la Turquie ou l'Arabie Saoudite, à s'équiper également sur le terrain des armes nucléaires, pouvant alors créer une course à un tel armement dans la région. De son côté, l'Iran se défend de vouloir accéder à l'arme atomique en mettant en avant plusieurs arguments : sa ratification du Traité de non Prolifération des Armes nucléaires, sa participation active à l'Agence Internationale de l'Energie

⁴⁷ BRZEZINSKI (Z.) et GATES (R.), « *Iran: Time for a New Approach Report* », *The Council of Foreign Relations*, Washington, Juillet 2004.

⁴⁸ KAHL (C.), et WALTZ (K.), « *Iran and the bomb* », dans *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2012, consulté le 13/11/2012 ; DAVIES (G.), « *Coercive diplomacy meets diversionary incentives : The impact of Us and Iranian domestic politics during the Bush and Obama Presidencies* », dans *Foreign Affairs Analysis*, n. 8, 2012, p. 313-331 ; LE GUELTE (G.), « *La crise nucléaire iranienne* », dans *Dossier de l'Institut des Relations internationales et Stratégiques*, 2011 ; U.S. DEPARTEMENT OF STATE-OFFICE OF THE SPOKESMAN, *Designation of Iranians for Proliferation and Terrorism support*, 2007.

Atomique (AIEA), la visite d'inspecteurs de l'AIEA dans les installations iraniennes et enfin la condamnation de ce type d'armes par l'Ayatollah Khomeini, les jugeant contraires à l'Islam.⁴⁹

b. La sécurité du Moyen-Orient et la concurrence entre Washington et Téhéran dans la région

Depuis des décennies, les États-Unis entretiennent des relations fortes avec Israël, se déclinant de différentes manières : aide économique, coopération militaire, appui stratégique, diplomatie pro-sioniste... Washington perçoit en effet l'État hébreux comme une base arrière au Moyen-Orient et comme son principal allié de la région. C'est notamment ce pourquoi il a toujours soutenu Israël dans ses conflits avec ses voisins (Liban, Egypte et Syrie notamment) ou dans sa politique envers les Palestiniens. Les États-Unis affirment cependant leur volonté de trouver la paix entre Israël et Palestine via une solution entre l'État israélien et l'Autorité palestinienne. Ce faisant, ils fustigent régulièrement l'attitude de l'Iran dans ce dossier, qu'il juge contre-productive et menaçante pour la paix et la coexistence pacifique des deux nations. Les États-Unis accusent en effet Téhéran de soutenir les mouvements islamistes palestiniens Hamas⁵⁰ et Jihad Islamique⁵¹, ainsi que le Hezbollah⁵² libanais. Ceux-ci sont qualifiés de terroristes par Washington étant donné qu'ils disposent d'organisations armées luttant contre l'existence d'Israël et ciblant parfois des civils (ce

⁴⁹ KAHL (C.), et WALTZ (K.), *Ibid.*

⁵⁰ *Le Hamas est aujourd'hui la faction palestinienne la plus importante au Parlement palestinien. Principalement implanté dans la Bande de Gaza, il est d'inspiration islamiste et nationaliste. Il est en fait la branche palestinienne des Frères musulmans et constitue la principale opposition politique au Fatah de Mahmoud Abbas, qui lui se veut nationaliste et laïc. Son siège ainsi que son leader Khaled Mechaal se trouvent à Doha au Qatar (auparavant en Syrie) et il dispose d'un groupe armé (les Brigades Izz Al - Din Al Qassam).*

⁵¹ *Le Jihad Islamique est une organisation palestinienne se revendiquant indépendantiste, nationaliste et islamique. Elle se veut influencée par les Frères musulmans mais également par l'Iran et n'est pas de type salafiste. Elle est d'une importance moindre par rapport au Hamas mais dispose d'une branche armée : les Brigades Al-Qods.*

⁵² *Le Hezbollah est un mouvement islamiste chiite libanais. Il se situe dans le giron iranien, l'objectif de base du Hezbollah étant d'étendre la révolution islamiste iranienne au Liban. Depuis, il a admis la nature multiconfessionnelle de la nation libanaise ainsi que le jeu démocratique. Il est ainsi à la tête d'une vaste coalition anti-sioniste (voire anti-occidentale) comprenant notamment AMAL (chiite proche également de Téhéran), le Front Patriotique Libre (chrétien et nationaliste), des baasistes et des communistes. Il possède également une armée propre, qui a constitué l'avant-poste de la riposte à l'attaque israélienne de 2008 dans le Sud du Liban.*

qui n'est cependant plus vrai dans le cas du Hezbollah depuis la fin des années 1980). L'alliance inter-chiite entre Téhéran et le Hezbollah est d'ailleurs perçue comme une ingérence iranienne dans les affaires libanaises, les USA accusant le Hezbollah d'être instrumentalisé par l'Iran en vue de nuire aux intérêts américano-israéliens (voire occidentaux en général) de même qu'à la sécurité de l'État hébreu. Washington a par ailleurs accusé le Hezbollah d'activités secrètes en Egypte avec de possibles visées terroristes dans le but de déstabiliser l'Égypte et de réduire son rôle dans le dossier israélo-palestinien. De plus, Washington condamne fermement l'hostilité affichée par le régime iranien, et notamment par le président Ahmadinejad, envers l'État hébreu. Il fustige enfin le soutien iranien aux groupes palestiniens installés en Jordanie dans un but de déstabilisation de ce pays allié des Américains. La sécurité de l'Israël, et donc des intérêts américains dans cette zone, constitue par conséquent la principale pierre d'achoppement des relations américano-iraniennes dans la région.⁵³

Les États-Unis dénoncent également le rôle qu'ils considèrent comme néfaste de Téhéran dans d'autres pays de la région. Ainsi, bien que la doctrine officielle de l'Iran soit de préserver la stabilité dans l'Irak voisin, notamment afin d'éviter toute volonté d'indépendance des parties sunnites et kurdes de l'Iran de l'Ouest⁵⁴, Washington l'accuse au contraire de vouloir propager son modèle politique religieux et révolutionnaire dans un pays où 60% de la population est de confession chiite. Il dénonce également l'ingérence iranienne dans la politique intérieure irakienne en vue de créer un « chaos » peu propice à l'influence américaine dans l'Irak post-Saddam Hussein.⁵⁵

Les États-Unis craignent également le soutien de Téhéran aux communautés chiites de la péninsule arabique, notamment en Arabie Saoudite qui est un allié important pour Washington. Cette volonté de déstabilisation des pétromonarchies sunnites alliées aux USA n'est pas seulement visible en Arabie Saou-

⁵³ RATSBEEN (A.), « Les Etats-Unis et l'Europe face à l'Iran sur le chemin escarpé de la mondialisation », dans *Géostratégiques*, n. 29, 2010, p. 9-29 ; DAVIES (G.), « Coercive diplomacy meets diversionary incentives : The impact of Us and Iranian domestic politics during the Bush and Obama Presidencies », dans *Foreign Affairs Analysis*, n. 8, 2012, p. 313-331 ; VADEL (K.), « Les trente années perdues de la diplomatie irano-américaine », dans *Géostratégiques*, Mai 2009, p. 145-149 ; CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *Iran : U.S. concerns and Policy responses*, Washington D.C., 2012.

⁵⁴ En effet, dans le cas d'un Irak découpé en trois parties, sunnite, chiite et kurde, le risque pour Téhéran est de voir des communautés sunnites et kurdes iraniennes exprimer la volonté de rejoindre un nouvel État sunnite ou kurde.

⁵⁵ RATSBEEN (A.), *op. cit.* ; DAVIES (G.), *op. cit.* ; CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *op. cit.*

dite mais également au Bahreïn, où 70% de la population est chiite, et qui abrite une importante base militaire américaine. Lors du « Printemps arabe », une bonne partie des chiites du Bahreïn se sont levés contre le roi du Bahreïn avant d'être réprimés avec notamment le soutien de l'Arabie Saoudite. Au Yémen également, les USA fustigent le soutien iranien aux Zaydites du Nord du pays, dans le but présumé de les aider à former un État indépendant.⁵⁶

c. L'influence de Téhéran en dehors du Moyen-Orient

Les États-Unis incriminent Téhéran de la création de supposées bases militaires iraniennes dans des pays africains comme le Soudan et la Somalie. L'Iran se servirait de ces bases afin d'en faire des camps d'entraînement pour le Hamas et le Jihad Islamique palestinien, des groupes radicaux chiites irakiens... avec le soutien d'instructeurs iraniens. De même, Washington impute également à la République Islamique son soutien supposé à certains groupes liés à Al-Qaeda en Afghanistan et le fait d'en abriter certains chefs. De son côté, l'Iran réfute ces accusations en rappelant son soutien à la coalition internationale qui a renversé les Talibans en 2001.⁵⁷

L'Iran joue également un rôle néfaste pour l'influence américaine dans le monde, notamment en s'alliant à des pays montrant une forte animosité envers les USA, à l'instar du Venezuela d'Hugo Chavez. Ce dernier a d'ailleurs applaudi la réélection d'Ahmadinejad en 2009, voyant dans l'Iran un partenaire sérieux de lutte contre l'impérialisme américain. De son côté, le régime iranien, même s'il se fonde sur la vision d'un État islamiste, n'en oublie pas pour autant son caractère « révolutionnaire » et social (voire « socialiste »), débouchant sur la lutte contre les États-Unis au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde. C'est ainsi que certains voient en lui le nouveau leader de la lutte contre « l'Empire américain » allié à Israël.⁵⁸

Enfin, il convient de noter l'action de la Bourse iranienne du pétrole, qui a ouvert ses portes en 2008, et qui permet que les transactions s'y effectuent en

⁵⁶ RATSBEEN (A.), « Les Etats-Unis et l'Europe face à l'Iran sur le chemin escarpé de la mondialisation », dans *Géostratégiques*, n. 29, 2010, p.9-29.

⁵⁷ MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des Etats-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012.

⁵⁸ KARMON (E.), « Amérique latine, défi de l'Iran aux Etats-Unis dans leur arrière-cour », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 531-555.

euros plutôt qu'en dollars, qui est cependant la monnaie d'échange « traditionnelle » pour ce type de transactions. Il en a résulté logiquement une crainte du gouvernement américain de voir une autre monnaie servir de référence pour la fixation des prix du pétrole.⁵⁹

d. Les questions de la démocratie et des droits de l'homme

La défense de la démocratie et des droits de l'homme a toujours été, dans le chef de la diplomatie américaine, une donnée fondamentale, qu'elle soit exprimée sincèrement ou comme un instrument d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. Cette volonté provient notamment du concept de « Destinée manifeste » qui donne aux États-Unis un rôle d'avant-plan dans la défense et la promotion des idéaux de démocratie, de libéralisme économique et de droits de l'homme.

Depuis 1983, le Département d'État américain publie chaque année un rapport sur la situation des droits de l'homme en Iran. Régulièrement, l'Iran est accusé de tortures, de pressions sur les minorités religieuses, de discriminations à l'égard des femmes, de limitation sévère des libertés individuelles, de persécution des opposants politiques... Les États-Unis entendent ainsi se poser en défenseurs du peuple iranien contre un régime autoritaire, islamiste et liberticide.⁶⁰

2. Les moyens d'action de la politique iranienne des États-Unis

Afin de contrer l'influence iranienne au Moyen-Orient et dans le monde, les États-Unis déploient différents champs d'action pour limiter la sphère d'influence iranienne dans un premier temps et espérer établir, *in fine*, un changement de régime dans le pays. Ces différents moyens d'action mélangent, depuis la Révolution iranienne de 1989, *hard* et *soft power*.

⁵⁹ CHAUPRADE (A.), « Pourquoi l'Amérique veut « casser » l'Iran et pourquoi l'Iran n'est pas seul », dans *Revue française de géopolitique*, n. 5, 2009, p. 27-33 ; ESCOBAR (P.), « Slouching towards Petroeurostan », dans *Asia Time Online*, 21/02/2008, consulté le 06/10/2013.

⁶⁰ U.S. DEPARTEMENT OF STATE WEBSITE, <http://www.state.gov/>, consulté le 11/12/2012 ; SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010.

a. Les sanctions économiques

Afin d'essayer de faire infléchir la politique iranienne à leur rencontre, les États-Unis prennent régulièrement des sanctions économiques à l'égard du régime de Téhéran. Il s'agit tout d'abord d'« étouffer » l'économie iranienne en la boycottant mais également en incitant les alliés traditionnels des USA – Union européenne et Japon notamment – à faire de même. Dans un second temps, il est aussi important pour Washington d'empêcher les investissements étrangers dans le pays afin que d'autres ne puissent bénéficier d'un marché que les États-Unis s'interdisent de facto.⁶¹

Rouhollah Movahhedi, docteur en sciences politiques de l'Université de Caen Basse-Normandie, établit la liste des sanctions économiques suivantes exercées par les États-Unis à l'encontre de l'Iran : *blocage de tous les biens et propriétés de l'Iran en Amérique, blocage des comptes bancaires de l'Iran en Amérique, interdiction d'importer la plupart des marchandises et services de l'Iran vers les États-Unis, interdiction d'exporter ou de réexporter la majorité des marchandises et services américains vers l'Iran [...], imposition de sanctions lourdes aux entreprises américaines investissant dans les industries du pétrole ou du gaz en Iran, interdiction de l'achat du pétrole iranien par les entreprises américaines, tentatives de limiter l'accès à l'Iran aux prêts et subventions internationales, interdiction de toute forme de transactions financières, tentative d'obstruction à la conclusion de contrats commerciaux entre l'Iran et d'autres pays, soutenir les concurrents économiques de l'Iran [...], démarches pour diminuer la position de l'Iran au sein des institutions internationales de l'assurance, utilisation de tous les moyens politiques, économiques, juridiques et sécuritaires pour encourager divers pays à ne pas approfondir leurs relations économiques avec l'Iran et à suivre la politique américaine de pression économique contre l'Iran, imposition de sanctions unilatérales contre les entreprises iraniennes ou non-iraniennes participant au programme nucléaire iranien, et déploiement d'efforts pour approuver les sanctions économiques, technologiques, bancaires et financières au Conseil de sécurité des Nations-Unies contre l'Iran.*⁶²

Ces pressions économiques ont pour but officiel d'inciter l'Iran à un changement d'attitude vis-à-vis de certains dossiers dans lesquels il est en désaccord

⁶¹ CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *Iran : U.S. concerns and Policy responses*, Washington D.C., 2012 ; U.S. DEPARTEMENT OF STATE-OFFICE OF THE SPOKESMAN, *Designation of Iranians for Proliferation and Terrorism support*, 2007.

⁶² MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des Etats-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012.

avec les États-Unis mais également, à terme, d'espérer une exaspération de la population iranienne (et de sa bourgeoisie marchande et industrielle en particulier) telle que puisse dès lors subvenir un changement de régime. Cependant, les pressions économiques, si elles minent effectivement l'économie iranienne, n'ont qu'un effet limité sur le régime des mollahs qui prouve chaque jour qu'il peut asseoir son autorité dans le pays malgré ces entraves extérieures à son développement économique. De plus, afin d'être efficaces, ces sanctions américaines ne peuvent se contenter d'être unilatérales mais se doivent, au contraire, d'être suivies par d'autres grandes puissances – telles la Russie, la Chine ou l'Union européenne – ce qui n'est pas toujours le cas.

b. L'isolement international et régional

L'une des tactiques américaines afin de contrer l'influence iranienne, qui reste très importante au Moyen-Orient, est d'isoler Téhéran de ses voisins en montrant les contradictions d'intérêts entre eux et la nation iranienne. Ce faisant, les États-Unis attisent les tensions entre l'Iran et les pays arabes, mais aussi les pays du Caucase ainsi que le Pakistan et l'Afghanistan.

Concernant les pays arabes, Washington s'efforce de mettre en exergue ce qu'il estime être de l'ingérence de l'Iran dans différents pays. Cela peut se traduire notamment par un soutien plus ou moins actif aux minorités chiites dans le cas de pays de la péninsule arabique. Concernant d'ailleurs le Bahreïn, à majorité sunnite, l'Iran se voit soupçonné de visées expansionnistes tendant à faire de cet État indépendant un territoire iranien. Il peut également s'agir d'agissements que Washington estime contre-productifs comme dans le cas du dossier israélo-palestinien ou du soutien au Hezbollah libanais. L'appui iranien aux chiites d'Irak est également dénoncé comme une volonté de briser la souveraineté de ce pays afin de rapprocher cette partie de Téhéran.⁶³

Au Caucase, les USA insistent également sur les soi-disant volontés de « grignotage » de territoire par des Iraniens désireux d'annexer l'Azerbaïdjan. De plus, ils tenteraient de court-circuiter le rapprochement de la Turquie avec les pays du Caucase.⁶⁴

⁶³ U.S. DEPARTEMENT OF STATE WEBSITE, <http://www.state.gov/>, consulté le 11/12/2012.

⁶⁴ *Ibid*

Enfin, les États-Unis mettent ici aussi en avant le caractère potentiellement dangereux de la République islamique, que ce soit via son soutien à des organisations que Washington juge terroristes, sécessionnistes ou haineuses. De plus, le programme nucléaire iranien est également une source d'inquiétude pour les voisins directs de l'Iran, peu désireux de vivre à proximité d'une nation détenant l'arme atomique, et craignant l'escalade de la course aux armements que cela engendrerait.⁶⁵

c. Le changement de l'intérieur

Les États-Unis ne tentent pas seulement de diaboliser (ou tout du moins décrédibiliser) la République islamique en dehors de ses frontières mais également à l'intérieur de celles-ci. L'Administration américaine a toujours pris soin de distinguer le régime des mollahs, jugé tyrannique et antidémocratique, du peuple iranien, perçu comme opprimé par une autorité qu'il ne soutient pas (ou en tout cas pas dans sa grande majorité). Georges W. Bush explique ainsi en 2003 que *lorsque le peuple iranien parle de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie, il est confronté au danger de l'intimidation et de la mort. Les Iraniens, comme tous les peuples, ont le droit de choisir leur gouvernement et de déterminer leur destin. Les États-Unis soutiennent leurs espoirs à vivre dans la liberté.*⁶⁶

Dès lors, les États-Unis s'emploient à soutenir, unir et mobiliser autant que faire se peut l'opposition au régime iranien. Ils s'activent également dans l'appui, notamment financier, aux médias indépendants iraniens hostiles au pouvoir en place, ainsi qu'à diverses ONG (syndicats, militants des droits humains, organisations étudiantes...). Ainsi, depuis 2006, ce sont près de 100 millions de dollars qui sont annuellement consacrés par les États-Unis à la « promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Iran », espérant qu'une société civile renforcée favorise le chancellement du pouvoir de Téhéran. Afin de se donner les moyens de leur action, ils ont également créé la « Coalition pour la Démocratie en Iran » (CDI), avec l'appui de l'*American Israël Public Affairs Committee* (AIPAC)⁶⁷, l'Institut Washington pour la Politique au Proche-Orient, le Center for Security Policy (CSP) et quelques députés du Congrès. De même, depuis 2006, un « Centre iranien pour la non-violence appliquée » a été créé

⁶⁵ U.S. DEPARTEMENT OF STATE WEBSITE, <http://www.state.gov/>, consulté le 11/12/2012.

⁶⁶ BUSH (G.W.), *Bush's State of the Union Speech* (2003), 28 janvier 2003.

⁶⁷ *Lobby pro-Israël actif aux Etats-Unis qui regroupe des personnalités juives et évangélistes. Son ancienne dénomination était l'American Zionist Council (AZN).*

à Dubaï par le gouvernement américain. Des dissidents iraniens y sont initiés aux différentes manières de luttres non-violentes et de désobéissance civile. Il s'agit en fait de la même tactique utilisée lors des « Révolutions de couleur » en Europe de l'Est (via le réseau OTPOR), c'est-à-dire de créer un réseau de révolutionnaires professionnels et pro-occidentaux, visant à faire chuter un régime autocratique, ou supposé tel, via une aide financière, logistique et technologique importante.⁶⁸

d. L'encerclement militaire de l'Iran

A partir des années 2000, les États-Unis vont entreprendre une politique d'encerclement militaire systématique de la République iranienne. En effet, aujourd'hui, la République d'Iran est littéralement entourée de bases militaires américaines. On en trouve à l'Ouest en Turquie, en Irak et au Koweït ; au Sud en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis et à Oman ; à l'Est au Pakistan et en Afghanistan ; et plus loin au Nord-est au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kirghizistan. En tout, près de 40 bases US se trouvent à proximité du territoire iranien, prêtes à être utilisées en cas de conflit armé, ce qui constitue une crainte majeure pour le gouvernement iranien.⁶⁹

Il faut en effet rappeler l'importance stratégique du territoire iranien, qui lui donne un accès direct à la Mer Caspienne, au Golfe Persique, ainsi qu'à l'Océan Indien. La Mer Caspienne est de fait un réservoir important de pétrole et de gaz, au delà de la profondeur stratégique qu'offre son accès.

Si l'accès à la Mer Caspienne revêt une importance stratégique, celui du Golfe persique en général, et du Détroit d'Ormuz en particulier, se révèle encore bien plus important. Il s'agit en effet d'une zone par laquelle transite 40% du commerce du pétrole en provenance du Proche-Orient. En effet, près de 2500 pétroliers passent annuellement par ce passage étroit de 3 kilomètres situé

⁶⁸ DAVIES (G.), « Coercive diplomacy meets diversionary incentives :The impact of Us and Iranian domestic politics during the Bush and Obama Presidencies », dans *Foreign Affairs Analysis*, n. 8, 2012, p. 313-331 ;

MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des Etats-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012 ; FATTAH (H.), « U.S. keeps finger on pulse of Iran from Dubaï », dans *Africa & Middle-East – International Herald Tribune*, Octobre 2006 ; GEOFFREY (K.), *Iran Preventing Weapons Proliferation, Terrorism and Promoting Democracy-Speech at the Committee on Foreign relations of U.S. Senate*, 19/05/2005.

⁶⁹ U.S. DEPARTEMENT OF STATE WEBSITE, <http://www.state.gov/>, consulté le 11/12/2012.

dans les eaux omanaises et iraniennes, ce qui représente 6 millions de barils de pétrole par jour. L'Iran a donc la capacité, dans le cas où il se sentirait menacé ou sanctionné injustement, de fermer le Détroit d'Ormuz, ce qui équivaldrait à amputer durablement l'approvisionnement de nombreux pays dont les États-Unis. C'est la raison pour laquelle de nombreux analystes américains insistent sur l'importance du Détroit d'Ormuz et sur la nécessité d'y maintenir une présence navale et aérienne afin de dissuader toute action iranienne, violente ou non, et d'y maintenir le commerce du pétrole.⁷⁰

3. Les différentes approches de la politique américaine envers l'Iran

Si l'on peut avoir une vue d'ensemble des relations entre Washington et Téhéran, et également percevoir la politique américaine envers la République islamique, ce n'est pas pour autant que la stratégie est uniforme et que les options choisies jusqu'ici font l'unanimité. En effet, il existe différents points de vue sur la politique à mener par rapport à l'Iran, de même que de nombreux lobbys ou groupes de pression qui influent, ou tentent d'influer, sur cette politique. On peut ainsi dégager trois courants principaux : ceux qui désirent entamer une guerre préventive directe contre un Iran qu'ils estiment trop menaçant pour les États-Unis, son allié israélien et pour la sécurité du Moyen-Orient et du monde en général ; ceux qui pensent que la menace iranienne peut être « réglée » via un changement de régime, une sorte de « révolution de couleur » plus ou moins pacifique ; et enfin ceux qui estiment qu'il convient mieux d'entamer un dialogue sérieux avec l'Iran et de traiter ce pays comme une puissance régionale tout en protégeant au maximum les intérêts américains.

a. Les partisans de la guerre

L'option militaire d'une guerre préventive contre l'Iran est ainsi préférée par certaines catégories de décideurs américains. Elle préconise en effet une attitude violente vis-à-vis d'une nation considérée comme hostile, encourageant le terrorisme et voulant nuire aux intérêts américains, israéliens, ainsi qu'à la paix au Moyen-Orient et dans le monde. Le programme nucléaire iranien consti-

⁷⁰ LEYMARIE (Ph.), « Ormuz, détroit de la peur », dans *Défense en ligne-Les blogs du Diplo*, 10/11/2011, visité le 19/11/2012.

tue dès lors la principale justification de ces volontés bellicistes car, pour les partisans de la guerre, c'est là la preuve claire que l'Irak est un pays dangereux qu'il s'agit de mettre hors d'état de nuire. Après la chute de l'Irak baasiste de Saddam Hussein, les partisans de la guerre préventive croient déceler l'amorce de la chute des régimes dictatoriaux de la région et l'ouverture de la voie de la démocratie et du libéralisme moral et économique au Moyen-Orient.

Les principaux artisans de cette vision « agressive » de la relation avec l'Irak sont les néoconservateurs américains⁷¹. Ce groupe d'intellectuels ayant massivement influencé la politique étrangère sous la présidence de Georges Bush, perçoit le monde comme unipolaire sous domination de l'Amérique, laquelle doit se battre pour imposer les idéaux de démocratie et de liberté civile, sociale et économique. Lors de la chute du bloc soviétique, les néoconservateurs désignent l'Islam politique comme remplaçant la menace communiste. L'Irak, régime islamique avec une théorie révolutionnaire exportatrice, devient donc une de leurs principales cibles. Convaincus tous deux de la doctrine de la « Destinée manifeste » et de la « Fin de l'histoire », néoconservateurs et conservateurs unissent leur vision d'une imposition des valeurs américaines partout dans le monde. En effet, bien qu'ils croient en une application planétaire des principes libéraux et capitalistes, ils pensent néanmoins qu'il convient d'accélérer le développement normal des choses. Dans le cas de la République islamique d'Irak, par une guerre frontale, et donc une imposition par la force de leurs idéaux. Chez de nombreux conservateurs, il subsiste également une crainte ancienne de l'Irak qui remonte aux débuts de la République islamique et notamment des actes de terrorisme auxquels elle a participé à ses débuts. Certains députés du Congrès agissent ainsi contre l'Irak de manière plus sentimentale, ou électoraliste, plutôt qu'à partir d'éléments ou d'analyses rationnels.⁷²

⁷¹ *Les néoconservateurs sont des intellectuels libéraux de gauche qui, à la fin des années 1960, ont rejoint la droite conservatrice pour dénoncer le « pourrissement des idées progressistes ». Ils s'engagent alors en faveur d'une politique volontariste des Etats-Unis qui représente selon eux le « Bien » dans le monde et qui a pour mission d'apporter la démocratie et la liberté partout sur la planète. Ils se distinguent de gens comme Bush ou Cheney qui ne sont jamais passés par la case « sociale-démocrate » ou « libérale », puisqu'ils ont été conservateurs toute leur vie. D'où la distinction entre « conservateurs » et « néoconservateurs ».*

⁷² FUKUYAMA (Fr.), *D'où viennent les néoconservateurs ?*, Paris, 2006 ; MICHAUX (L.), *L'influence des néo-conservateurs sous l'Administration Bush*, Louvain-la-Neuve, 2007 ; RATSBEEN (A.), « Les perspectives géopolitiques de la nouvelle Administration américaine et les affrontements régionaux de l'Irak », dans *Géostratégiques*, Mai 2009, p. 11-22 ; LEGARE-TREMBLAY (J.-Fr.), « L'idéologie néo-conservatrice et la politique étrangère américaine sous Georges W. Bush », dans *Chaire Raoul-Dandurand en Etudes stratégiques et diplomatiques*, n. 9, 13/05/2005.

Dans les partisans de la guerre avec l'Iran, il faut compter aussi le puissant lobby israélien aux États-Unis. Celui-ci regroupe des Juifs américains proches de la droite israélienne ainsi que des Chrétiens défenseurs de la politique israélienne (dont de nombreux évangélistes). Ces derniers sont soit des conservateurs ou des néoconservateurs qui défendent Israël en tant qu'allié stratégique ou comme pays partageant des valeurs communes avec les États-Unis, soit en tant que promesse eschatologique. En effet, selon certains groupes évangélistes, le rétablissement des Juifs en Terre sainte annoncerait le retour de Jésus-Christ sur terre. Ces lobbys, agissant à travers des organisations comme AIPAC⁷³ et exerçant une influence certaine sur de nombreux sénateurs ou membres du Congrès, réclament une politique ferme, si ce n'est le déclenchement d'une guerre préventive des USA à l'égard de l'Iran qu'ils jugent menaçant pour la sécurité de l'État hébreux et de ses citoyens. Ces lobbys insistent sur le caractère dangereux de la République islamique d'Iran, tout en émettant des analyses qui se placent davantage du point de vue d'Israël que de celui des États-Unis. Il faut cependant noter que 60% des Juifs américains se prononcent en faveur d'un assouplissement de la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens et de l'ensemble de ses voisins musulmans.⁷⁴

Bien que pesant sur les administrations Bush et Obama, aucune de ces deux-ci n'a jamais privilégié la position des partisans de la guerre avec la République islamique d'Iran. Sans doute la riposte coûterait-elle trop cher en termes de soldats et de financement, sans compter le risque d'enlisement du conflit et les répercussions sur la stabilité du Moyen-Orient. De plus, d'autres options existent par ailleurs.

b. Les adeptes du changement pacifique

Les adeptes du changement pacifique, bien que partageant le même but que les partisans de la guerre (le changement de régime), diffèrent cependant des premiers par la méthode pour arriver à cette même fin. Ils préconisent plutôt une solution qui s'appuie sur les contradictions et problèmes inhérents à la République islamique d'Iran dans le but d'amener la population iranienne à se révolter contre le pouvoir en place. De cette manière, les États-Unis prennent l'image d'un pays soutenant un peuple opprimé sans pour autant lui imposer sa volonté et ses valeurs par la force. Cette manière de voir les choses a été théorisée, notamment,

⁷³ D'autres organisations existent également telles que l'*American Jewish Committee* et la *Jewish Institute for National Security Affairs* notamment.

⁷⁴ MEARSHEIMER (J.) et WALT (St.), *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, Paris, 2009.

par Abbas Milani, Larry Diamond et Michael Mc Faul de l'Institut Hoover dans un rapport intitulé *A new strategy to deal with Iran*. Ils expliquent ainsi qu'une nouvelle approche vis-à-vis de l'Iran nécessite une stratégie à court terme afin de retarder la production d'une bombe nucléaire par ce pays, et une stratégie à long terme pour accélérer le changement de régime iranien. C'est parce qu'à long terme, il n'y a qu'un gouvernement démocratique qui pourrait éliminer les menaces causées de la part de l'Iran et mettre fin, de façon permanente et justifiable, au programme nucléaire d'Iran.⁷⁵

Différents moyens peuvent être mis en œuvre afin de réussir cette politique : financement de groupes d'opposition, dialogue avec la société civile iranienne, mise en place ou soutien de médias alternatifs à ceux du pouvoir, mise en avant dans les médias américains et iraniens dissidents d'hommes importants opposés au régime...

C'est cette approche qui est davantage privilégiée aujourd'hui, à l'heure où les États-Unis ne peuvent se permettre une guerre frontale contre l'Iran, tout en refusant d'entamer un dialogue d'égal à égal. Elle est privilégiée par la Maison blanche, de nombreux sénateurs et députés du Congrès, ainsi que par différents instituts de recherche sur la question. Cette stratégie a, en effet, déjà porté ses fruits dans d'autres pays du monde en faisant choir un régime considéré comme ennemi des USA et en le renversant par sa base (le peuple), tout en étant aidé (voire téléguidé) par le haut (certaines élites opposantes au précédent pouvoir, alliées à Washington).

c. Les réalistes

La dernière approche constitue une vision non plus belliqueuse ou conflictuelle des relations avec l'Iran mais plutôt une approche interactive de coopération avec ce pays. Les défenseurs de cette thèse, se basant sur des connaissances solides de la situation politique iranienne et de son « univers » géopolitique, affirment que l'Iran tient une place prépondérante dans l'équilibre fragile du Moyen-Orient et qu'il convient d'entamer un dialogue constructif et bilatéral afin de régler des questions comme le soutien de l'Iran à des organisations

⁷⁵ MILANI (A.), DIAMOND (L.) MC FAUL (M.), « *Beyond Incrementalism, A New Strategy to Deal With Iran* », *Rapport of the Hoover Institute, 2005* ; DAVIES (G.), « *Coercive diplomacy meets diversionary incentives :The impact of Us and Iranian domestic politics during the Bush and Obama Presidencies* », dans *Foreign Affairs Analysis*, n. 8, 2012, p. 313-331 ; GEOFFREY (K.), *Iran Preventing Weapons Proliferation, Terrorism and Promoting Democracy-Speech at the Committee on Foreign relations of U.S. Senate, 19/05/2005*.

considérées comme terroristes aux États-Unis, son programme nucléaire, son ingérence dans les affaires intérieures de certains pays arabes, son respect insuffisant de la démocratie et des droits humains... Le but final est de faire de l'Iran un partenaire, c'est-à-dire ni un allié ni un ennemi, afin de pouvoir exercer une forme de contrôle pacifique et respectueuse des activités iraniennes.⁷⁶

Les adeptes d'une politique réaliste insistent sur le danger d'entamer une guerre ouverte avec l'Iran étant donné les conséquences dramatiques qui peuvent en découler pour les intérêts américains mais également pour Israël, le peuple iranien, la paix et la stabilité de cette région du monde... De même, ils soulignent que, pour eux, un changement de régime téléguidé par les États-Unis comporte de grands risques, outre le caractère quelque peu « sournois » et peu glorieux de la manœuvre. En effet, l'opposition au régime de Téhéran est tout sauf unie, elle compte en effet des partisans de la République islamique (le clan Rafsandjani), des « libéraux » (peu nombreux), des Communistes, des partisans de la lutte armée, des séparatistes... Le soutien à cette opposition, ou en tout cas à certaines de ces factions, n'offre aucune garantie quant au renversement du pouvoir en place. Par ailleurs, il subsiste également le risque d'une répression plus intense de l'opposition de la part d'un pouvoir qui se sentirait menacé. Les sanctions économiques sont également à proscrire étant donné qu'elles ne débouchent pas sur des progrès substantiels : elles auraient en effet plutôt tendance à « braquer » les responsables iraniens. Ce faisant, les États-Unis se privent volontairement de débouchés iraniens pour leur économie et leur commerce. Enfin, aucune de ces deux stratégies ne donne accès à des avancées significatives sur le dossier iranien, qui reste une source de problèmes conséquente pour les États-Unis et leurs intérêts géopolitiques.⁷⁷

Parmi les réalistes, outre des politiciens « traditionnels », on trouve surtout les principaux organismes chargés de la sécurité nationale des États-Unis, à savoir la CIA, le Conseil de la Sécurité nationale et le Département d'État. De nombreux instituts de recherche et spécialistes de l'Iran partagent également cette attitude mesurée et volontariste, tels que le Council on Foreign Relations (CFR).⁷⁸

⁷⁶ DAVIES (G.), *op. cit.* ; SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010.

⁷⁷ DAVIES (G.), « Coercive diplomacy meets diversionary incentives : The impact of Us and Iranian domestic politics during the Bush and Obama Presidencies », dans *Foreign Affairs Analysis*, n. 8, 2012, p. 313-331 ; KESSLER (G.), « Iran and US. Signaling Chance of Deal », dans *Washington post*, 17/07/2008 ; SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010.

⁷⁸ *Ibid.*

IV. LES RELATIONS AMÉRICANO-IRANIENNES SOUS L'ANGLE DE LA POLITIQUE DE WASHINGTON AU MOYEN-ORIENT

1. La politique américaine au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient reste un point crucial dans l'agenda américain en matière de relations internationales. Région importante aussi bien pour des raisons économiques et commerciales que stratégiques, il a monopolisé énormément d'énergie des Administrations Bush et Obama. A l'heure actuelle, différents dossiers ont leur importance comme la stabilité de l'Irak, la question kurde, la sécurité d'Israël et la paix avec la Palestine... L'avenir de la Syrie, actuellement en état de guerre civile, est également une question cruciale pour Washington qui, bien que désireuse de voir tomber un pouvoir nationaliste arabe ennemi d'Israël et se situant dans la sphère d'influence de Moscou, se montre frileux à l'idée d'intervenir directement contre Bachar Al-Assad et son armée, au risque de favoriser des éléments islamistes radicaux (tel le Front *Al-Nosra*, affilié à *Al-Qaeda*) qui pourraient monter en puissance et devenir des ennemis à moyen et à long terme. Au milieu de ces questions complexes, l'Iran fait figure de principal obstacle à la mainmise des États-Unis sur la région, quand bien même ces derniers y possèdent de nombreux alliés (Israël, Jordanie, la faction Hariri au Liban, la Turquie, les monarchies de Golfe...).⁷⁹

Il faut également mentionner un projet néoconservateur important afin d'appréhender la politique américaine au Moyen-Orient : le projet de « Grand Moyen-Orient ». Les néoconservateurs expliquent que, du Maghreb au Pakistan, en passant par le Proche-Orient et l'Iran, il n'y a que peu d'espace possible pour les idéaux démocratiques et les droits de l'homme. Les États-Unis se doivent donc de soutenir, voire d'imposer ces idéaux, par différents moyens, non seulement pour des raisons idéologiques, mais aussi par dessein stratégique et sécuritaire. En effet, un Moyen-Orient large (pris au sens néoconservateur) débarrassé des pouvoirs dictatoriaux et souvent obscurantistes

⁷⁹ SAMAAAN (J.-L.), « Une inconnue sur l'agenda : l'Administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », dans *Hérodote*, n. 132, 2009, p. 47-59 ; RATSBEEN (A.), « Les perspectives géopolitiques de la nouvelle Administration américaine et les affrontements régionaux de l'Iran », dans *Géostratégiques*, Mai 2009, p. 11-22 ; SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *op. cit.*

fournirait de nouveaux alliés aux États-Unis et empêcherait que des puissances ou des groupes terroristes ne menacent la sécurité et les intérêts américains. Cette idée vient donc de la théorie de la « Paix démocratique », qui veut que les États démocratiques ne se font pas la guerre et ne se menacent pas entre eux. Cela a notamment inspiré Georges W. Bush, dont la doctrine au Moyen-Orient peut se résumer à son discours sur l'État de l'Union de janvier 2004, où il explique que *tant que le Moyen-Orient restera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera de produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des États-Unis et de nos amis. Aussi, l'Amérique poursuit-elle une stratégie avancée de liberté dans le Grand Moyen-Orient*⁸⁰. Dans ce projet de remodelage du paysage social, économique et politique du Moyen-Orient, inspiré de la théorie du « Choc des civilisations » d'Huntington, une nation comme l'Iran se situe en première ligne comme obstacle à cette stratégie. Il convient donc d'éliminer directement ou de faire disparaître indirectement le pouvoir de la République islamique. Il faut cependant noter que, alors que les néoconservateurs étaient très enthousiastes vis-à-vis du « Printemps arabe », beaucoup ont cependant dû déchanter en voyant petit à petit des islamistes prendre le pouvoir (notamment en Tunisie, en Égypte et en Libye). Cela étant, Washington peut tout à fait s'accommoder de régimes islamistes du moment qu'ils ne menacent pas la sécurité américaine ou israélienne.⁸¹

2. Les États-Unis et les autres grandes puissances présentes au Moyen-Orient

Si les États-Unis sont assez présents au Moyen-Orient, ils ne sont pas la seule force présente dans la région. D'autres grandes puissances, comme la Chine et la Russie, commencent également à y concurrencer les États-Unis et à développer leurs propres stratégies pour le Moyen-Orient en général, et pour l'Iran en particulier.

La Chine, depuis les années 1990, commence à avoir de plus en plus d'intérêts au Moyen-Orient, notamment le pétrole, qu'elle importe de plus en plus

⁸⁰ BUSH (G.W.), *Bush's State of the Union Speech (2004)*, 24 janvier 2004.

⁸¹ RATSBEEN (A.), « Les États-Unis et l'Europe face à l'Iran sur le chemin escarpé de la mondialisation », dans *Géostratégiques*, n. 29, 2010, p.9-29 ; *SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010.

afin de combler les besoins de son économie en pleine croissance. Dans la région, la Chine tend en fait à concurrencer les USA, sans pour autant entrer en confrontation directe avec eux. L'intérêt est donc triple : avoir du pétrole, offrir de nouveaux débouchés pour son industrie, et contester la puissance américaine dans cette partie du globe. Pékin applique notamment ses objectifs à l'Iran, riche en réserves de pétrole et de gaz (et qui fournit un accès aux ressources énergétiques de la Mer Caspienne), et qui offre, de plus, l'avantage d'avoir un marché intérieur presque totalement vide de produits étrangers depuis sa mise sous embargo par les pays occidentaux. L'Iran s'est également trouvé, en la République populaire de Chine, un allié sur la scène internationale pour s'opposer aux sanctions des Occidentaux. Pour la Chine, l'Iran permet d'avoir un partenaire pour contrecarrer la puissance américaine dans la région. De plus, l'influence iranienne pèse sur la Syrie, qui elle-même pèse sur le Hezbollah. Or, Téhéran, Damas et la coalition libanaise autour du Hezbollah sont les trois forces s'opposant aux États-Unis dans la région. L'intérêt de l'Iran pour la Chine est le même que la Corée du Nord : soutenir un État-tampon dont le rôle est d'éviter l'encerclement de la Chine et d'engager les Américains et leurs alliés dans une fuite en avant ruineuse permettant alors à Pékin de « placer ses pions » au Moyen-Orient.⁸²

Autre concurrent direct dans la région : la Fédération de Russie. Après avoir perdu la plupart de ses soutiens dans les pays musulmans, constitués pour beaucoup des nationalistes arabes, la Russie s'accroche aujourd'hui à la Syrie afin de maintenir un pied au Moyen-Orient et de garder au moins un pays dans son giron. C'est ce pourquoi la diplomatie russe, avec son ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov en tête, s'oppose actuellement au départ de Bachar Al-Assad du pouvoir. Concernant l'Iran, la Russie de Poutine de 2002 à 2008 a toujours considéré l'Iran comme un partenaire de dialogue au Moyen-Orient, capable de s'opposer aux États-Unis. Elle s'oppose aux sanctions unilatérales des USA et accorde une grande importance à la protection de la souveraineté de la nation iranienne. Ce faisant, Moscou a notamment bloqué de nombreuses résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, a collaboré à la construction de la centrale nucléaire de Bushehr et a signé plusieurs contrats de ventes d'armes avec Téhéran. Cependant, les arrivées conjointes de Dmitri Medvedev et de

⁸² TROUDI (M.F.), « Les dessous chinois au Moyen-Orient », dans *Géostratégiques*, n. 17, 2007, p. 105-121 ; LEI (W.) et JUN (L.), « Les clefs de la relation Chine-Iran », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 519-530 ; DABAS (Fr.-R.), « Iran-Chine : Une alliance inachevée », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 103-110.

Barack Obama en 2008 ont permis l'arrivée d'une nouvelle ère de dialogue entre Moscou et Washington. La politique russe envers l'Iran s'en trouve dès lors quelque peu modifiée. Ainsi, en juin 2010, la Russie vote une nouvelle résolution du Conseil de sécurité visant à appliquer des sanctions sur Téhéran (interdiction de ventes d'armes, limitation des investissements commerciaux et financiers, restriction de mouvement de dignitaires iraniens, etc.). La Russie renonce même à livrer des missiles à Téhéran. Ce changement d'attitude a non seulement été permis par le renouement avec Washington mais également par l'inquiétude croissante de Moscou vis-à-vis du programme nucléaire iranien et par le manque de coopération de Téhéran à ce sujet. De même, Moscou se donne alors une image de pays capable de dialoguer et de faire preuve de conciliation, ainsi que d'acteur géopolitique respectueux des institutions internationales et du Droit international.⁸³

3. Vers un déclin américain au Moyen-Orient et dans le monde ?

Alors que la chute de l'Union soviétique, et plus tard celle des nationalistes arabes, ont permis aux États-Unis d'être la première grande puissance de la région, cette suprématie se trouve aujourd'hui menacée, d'une part par l'arrivée de la Chine et le retour de la Russie, d'autre part par l'hostilité d'une « ligue » anti-américaine emmenée par l'Iran et soutenue par la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

Téhéran résiste en effet aux pressions américaines ainsi qu'aux diverses sanctions et menaces. Les efforts des États-Unis pour marginaliser son importance ne récoltent pas les résultats escomptés : l'Iran pèse toujours sur les affaires internes de nombreux pays au Moyen-Orient et entretient des relations diplomatiques avec de nombreux pays. De même, il s'accroche à ses intentions bellicieuses envers Israël ainsi qu'à son programme nucléaire, malgré les injonctions de nombreux pays du monde.

⁸³ COHEN (St.), « Obama's Russia Reset : an other lost opportunity ? », dans *The Nation*, 20/06/2011, p. 11-19 ; CRAIG (R.), « Redémarrage des relations russo-américaines : les premiers résultats », dans *Russie.Nei.Visions*, n. 53, 2010 ; EVSEEV (V.), « Russie-Iran : un partenariat prudent », dans *Outre-Terre*, n. 28, p. 501-511 ; PIRON (J.), « Iran-Russie : Une entente opportuniste », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 78-88 ; CHAUPRADE (A.), « Pourquoi l'Amérique veut « casser » l'Iran et pourquoi l'Iran n'est pas seul », dans *Revue française de géopolitique*, n. 5, 2009, p. 27-33.

Aujourd'hui, les États-Unis constatent leur impuissance dans le dossier iranien et voient l'arrivée de nouvelles puissances dans la région. Face à cette situation, les États-Unis multiplient les initiatives visant à conserver leur pouvoir, voire à l'augmenter, via des méthodes de *hard power* (comme les guerres en Irak, en Libye, le soutien critique à la rébellion syrienne, les menaces continues à l'encontre de l'Iran...) ou de *soft power* (soutien à des groupes ou médias dissidents dans des pays ennemis, mise en avant de la démocratie, aide économique ou militaire aux alliés sur place...).

La problématique de l'influence américaine au Moyen-Orient pose en réalité la question plus large de l'importance des USA qui conservent pour le moment leur statut de plus grande puissance mondiale (aux niveaux économique et militaire notamment) toujours désireuse de garder son statut d'*hegemon* dans un monde qui est en réalité de plus en plus multipolaire. La montée en puissance de la Chine, le retour de la Russie, l'arrivée de puissances émergentes (Inde et Brésil notamment) et l'ancrage de plus en plus fort de puissances régionales (Turquie, Nigéria, Indonésie...) annoncent la fin de l'hégémonie américaine, hégémonie que Washington pensait éternelle lors de la chute de l'URSS. La « Fin de l'histoire » n'aura donc probablement pas lieu mais, cela étant, les États-Unis continuent d'être très actifs sur de nombreux terrains. Est-ce la preuve d'un accablement du pays ? En somme, on pourrait résumer la situation des États-Unis dans le monde en affirmant que, si leur puissance ne faiblit pas, celle de ses concurrents, elle, augmente pourtant.

V. PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE IRANIENNE DES ÉTATS-UNIS

Dès à présent, la question de l'avenir de cette relation américano-iranienne se pose. L'attitude de Washington envers Téhéran va-t-elle, et doit-elle, évoluer dans un sens ou dans un autre ? Il apparaît assez clairement que la situation actuelle est largement insatisfaisante pour les deux parties. Les États-Unis ne récoltent que peu de résultats en développant une stratégie globalement « agressive » envers l'Iran qui n'a dès lors cessé de se « braquer » sur ses positions. En effet, ni les sanctions économiques, ni les menaces de guerre, ni les aides à la déstabilisation du pouvoir iranien n'ont réussi à le faire vaciller. De même, les tentatives d'isoler l'Iran sur le plan régional s'avèrent également peu efficaces. L'option d'une guerre préventive ou durable avec l'Iran semble non seulement immorale mais aussi dangereuse et peu profitable aux intérêts des deux pays, sans compter les conséquences désastreuses qu'une telle action pourrait entraîner sur la stabilité au Moyen-Orient, sur la paix mondiale, sur l'image des États-Unis dans le monde, la sécurité d'Israël et le respect du Droit international. L'idée de forcer un changement de régime en appuyant massivement les forces d'opposition, ou ce qui est considéré comme tel, paraît également immoral et dangereux. En effet, cela relèverait de l'ingérence directe dans les affaires intérieures d'un pays souverain et cela pourrait amener une répression forte des autorités iraniennes sur l'opposition. Il faut aussi souligner la diversité extrême de cette opposition dont la majeure partie, le clan Rafsanjani (représenté aujourd'hui par Mir Hossein Moussavi), ne se situe pas en dehors du cadre de la République islamique. Une tentative de « Révolution de couleur » qui serait « pilotée » par les États-Unis via l'appui d'une certaine frange de l'opposition comporte non seulement le risque d'exposer cette opposition au pouvoir de Téhéran mais également d'apparaître comme illégitime au peuple iranien, soucieux de sauvegarder son intégrité et sa souveraineté nationale.

Il conviendrait qu'il y ait une normalisation des relations entre les deux pays. Pour cela, c'est l'option réaliste et interactionniste qui apparaît comme la plus efficace, la plus sûre et la plus légitime. C'est ce qu'avaient tenté Georges Bush père et Barack Obama il y a quelques années. Traiter l'Iran en pays souverain et entamer un dialogue d'égal à égal constitue une approche bien plus intelligente que de traiter l'Iran en paria de la Communauté internationale, faisant de *facto* de ce pays un ennemi pour les États-Unis, aussi bien au Moyen-Orient que dans le monde. Cela implique donc de reconnaître l'Iran comme une puis-

sance régionale majeure et de la respecter en tant que telle. Une telle attitude de dialogue permettrait à l'Iran d'échapper à sa logique de « cavalier seul », bien qu'il ne soit pas vraiment isolé au Moyen-Orient, et d'avoir des répercussions positives sur la région via les liens qu'il développe avec la Syrie, l'Irak, le Liban et la Palestine. Une telle attitude permettrait également à l'Iran, une fois sorti d'une logique d'oppressé devant se préparer à une action violente contre son territoire et ses intérêts, d'évoluer plus positivement vers des valeurs de démocratie, de respect des droits humains, de dialogue, et de consensus. Cela étant, il ne s'agirait pas dès lors pour Téhéran de copier les valeurs de libéralisme moral et économique propres à l'Amérique, mais bien d'aller vers la recherche de valeurs communes avec les États-Unis et la Communauté mondiale (et mondialisée).

Il s'agit en fait, pour les États-Unis, de sortir d'une logique manichéenne envers l'Iran. Peut-on en effet traiter un ennemi de dangereux conservateur antidémocratique quand, dans la même partie du monde, on a pour alliées des pétromonarchies islamistes peu soucieuses des droits humains, de la femme, des minorités religieuses et des travailleurs immigrés ? Adopter une posture réaliste pourrait amener non seulement des changements positifs en Iran, mais aussi des bienfaits pour la sécurité des États-Unis et de leurs intérêts au Moyen-Orient. Cela permettrait aussi de pouvoir contrôler de manière respectueuse les différentes activités de l'Iran, dont celles qui suscitent l'inquiétude comme le programme nucléaire.

Pour ce faire, il conviendra, dans un avenir proche, de pouvoir se défaire de la vision et de la politique israélienne dans la région. Si les États-Unis se servent d'Israël comme d'un allié utile, et puissamment armé par leurs frais, au Moyen-Orient, il s'agit également de percevoir que cet allié aux attitudes tout aussi intransigeantes que celles de l'Iran actuel n'amène pas que des bienfaits pour les intérêts de l'Amérique dans la région et pour la région elle-même. De même, il s'agit également pour la politique américaine de se défaire de l'emprise du lobby israélien, ou sioniste, étant donné qu'il ne se base que sur les positions de la droite israélienne, poursuivant des desseins parfois différents de ceux de Washington. Certains confondent en effet les intérêts des deux pays alors même que la majorité des Juifs américains adoptent une posture nuancée par rapport à Israël et à l'Iran, beaucoup estimant que le soutien à une politique sioniste n'a que peu d'intérêt, ou même de logique, pour un Juif vivant aux USA. De plus, les points de vue de ces lobbys sont clairement orientés et, souvent peu rigoureux dans leur analyse, l'essentiel étant de faire

passer un message et de donner une image caricaturale et manichéenne de l'Iran. Il s'agit également, pour les politiciens américains, de rejeter les discours simplificateurs des néoconservateurs pour entamer une politique positive vis-à-vis d'un Moyen-Orient extrêmement diversifié dans sa culture, ses ethnies, ses religions...

Les États-Unis doivent s'employer à préserver et à construire la paix dans la région, ce qui est leur but premier. Cela implique un respect des différents États existants, de leur souveraineté nationale et de leur hétérogénéité, hétérogénéité qu'il s'agit de bien appréhender afin de mener une politique consciente, constructive et efficace. Cependant, le chemin à parcourir sera long et demandera de la bonne volonté des deux côtés, l'Amérique ne pouvant se permettre de tendre une main sans rien recevoir en retour. Il semble également que la situation actuelle d'enlisement du conflit puisse encore perdurer un bon moment en l'absence d'un médiateur jugé respectable des deux côtés ou d'une sortie de la logique de confrontation « brutale ».

CONCLUSIONS

La relation entre États-Unis et Iran apparaît donc comme complexe et conflictuelle à plusieurs égards. Globalement, Washington n'est pas satisfait d'un Iran faisant de plus en plus office de « caillou dans la chaussure » de l'influence américaine au Moyen-Orient. L'Iran est une source d'inquiétude à plus d'un titre car, outre son influence dans la région et son hostilité affichée envers les États-Unis et Israël, Washington lui prête des intentions de soutien au terrorisme ainsi que l'acquisition de la bombe atomique via son programme nucléaire. Afin de contraindre Téhéran à de meilleures intentions à son égard, les États-Unis ont essayé diverses tactiques : isolement international et régional, encerclement militaire, sanctions économiques, tentatives de déstabilisation du pouvoir... Au final, aucune ne s'est avérée réellement efficace et l'on est en droit de se demander si elles n'amènent pas finalement Téhéran à s'enfermer dans une logique plus intransigeante. A l'heure actuelle, trois approches existent quant à l'attitude à adopter face à la République islamique. La première est celle d'une guerre qui pourrait prévenir le danger que constitue le régime lui-même pour les intérêts américains dans la région et pour la sécurité d'Israël. Cependant, pareille guerre ne serait pas sans risque pour la population iranienne, l'armée américaine, Israël et la stabilité de la région. D'autres estiment qu'à défaut de pouvoir renverser le régime iranien par la force, il faut appuyer l'opposition existante, la développer, la financer et l'aider via la formation de ses membres et le financement de médias dissidents afin de favoriser une chute du pouvoir iranien. Cependant, cette solution apparaît peu sûre pour une opposition désunie et qui serait alors en proie à davantage de répression. Une approche réaliste et respectueuse des relations se présente aujourd'hui comme le meilleur moyen d'obtenir un assouplissement de la politique iranienne. Un dialogue respectueux et bilatéral est en effet la meilleure garantie pour la sauvegarde des intérêts américains dans la région, de même que pour l'accès du peuple iranien à un meilleur usage de la démocratie et des droits de l'homme, tout en gardant leurs coutumes et en permettant de trouver une « voie iranienne » à la modernité.

Au final, l'opposition tenace de Téhéran et l'arrivée de nouvelles puissances sur l'échiquier moyen-oriental (Chine et Russie notamment), montrent aux États-Unis qu'ils ne sont pas les seuls sur le plan de la lutte d'influence au Moyen-Orient. Plus largement, cela illustre assez correctement l'État du monde actuel qui, alors qu'il était en voie d'unipolarisation sous l'hégémonie américaine apparue à la suite de la chute du « rideau de fer », tend à mon-

trer l'arrivée de puissances émergentes ou le retour d'anciennes puissances. La multipolarisation du monde est un fait incontestable et les États-Unis ne peuvent lutter contre celui-ci. Cela étant, ils peuvent toujours s'en accommoder afin de rester la première puissance mondiale en appréhendant correctement ces changements. La baisse de l'influence des États-Unis dans le monde ne tient pas tellement à une érosion de leur pouvoir mais bien à la progression des autres puissances mondiales ou régionales, à l'instar de l'Iran. Et dans ce monde multipolaire à venir, l'Iran doit trouver sa place de puissance régionale en collaborant avec les États-Unis dans la recherche de solutions d'avenir bénéfiques aux deux pays. Cela exige cependant dialogue et compréhension mutuelle entre Washington et Téhéran comme base d'une nouvelle ère de stabilité et de sécurité au Moyen-Orient.

BIBLIOGRAPHIE

- BRZEZINSKI (Z.) et GATES (R.), « *Iran : Time for a New Approach Report* », The Council of Foreign Relations, Washington, Juillet 2004.
- BUSH (G.W.), *Bush's State of the Union Speech* (2003), 28 janvier 2003.
- BUSH (G.W.), *Bush's State of the Union Speech* (2004), 24 janvier 2004.
- CHAGNOLLAUD (J.-P.), « *L'Iran et le traité de non-prolifération nucléaire (TNP)* », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 34-44.
- CHAUPRADE (A.), « *Pourquoi l'Amérique veut « casser » l'Iran et pourquoi l'Iran n'est pas seul* », dans *Revue française de géopolitique*, n. 5, 2009, p. 27-33.
- CHAUVIERRE (J.), « *Les Moudjahidins du peuple* », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 301-315.
- COHEN (St.), « *Obama's Russia Reset : an other lost opportunity ?* », dans *The Nation*, 20/06/2011, p. 11-19.
- COLIN (A.), « *Déconstruire le croissant chiite* », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 76, 2009, p. 45-54.
- CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *Iran : U.S. concerns and Policy responses*, Washington D.C., 2012.
- COVILLE (Th.), « *L'économie iranienne sous Ahmadinejad : Des promesses à la réalité...* », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 70, 2008, p. 87-96.
- CRAIG (R.), « *Redémarrage des relations russo-américaines : les premiers résultats* », dans *Russie.Nei.Visions*, n. 53, 2010.
- DABAS (Fr.-R.), « *Iran-Chine : Une alliance inachevée*, dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 103-110.
- DAVIES (G.), « *Coercive diplomacy meets diversionary incentives : The impact of Us and Iranian domestic politics during the Bush and Obama Presidencies* », dans *Foreign Affairs Analysis*, n. 8, 2012, p. 313-331.
- DEPARTEMENT OF DEFENSE-UNITED STATES OF AMERICA, *Sustaining U.S. Global Leadership : Priority for the 21^e Century Defense*, Washington D.C., Janvier 2012.

- DJALILI (M.-R.) et KELLNER (Th.), *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris, 2010.
- DJALILI (M.-R.), « *L'Iran dans son contexte régional* », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 519-531.
- ESCOBAR (P.), « *Slouching towards Petroeurostan* », dans *Asia Time Online*, 21/02/2008, consulté le 06/01/2013.
- EVSEEV (Vl.), « *Russie-Iran : un partenariat prudent* », dans *Outre-Terre*, n. 28, p. 501-511.
- FATTAH (H.), « *U.S. keeps finger on pulse of Iran from Dubai* », dans *Africa & Middle-East – International Herald Tribune*, Octobre 2006.
- FUKUYAMA (Fr.), *D'où viennent les néoconservateurs ?*, Paris, 2006.
- FUKUYAMA (F.), « *The End of History ?* », dans *National interest*, n. 16, 1989, p. 3-18.
- FUKUYAMA (F.), *The end of history and the last man*, New-York, 1992.
- GAUVRIT (E.), « *Les forces armées conventionnelles de l'Iran : État des lieux* », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 109-139.
- GEOFFREY (K.), *Iran Preventing Weapons Proliferation, Terrorism and Promoting Democracy-Speech at the Committee on Foreign relations of U.S. Senate*, 19/05/2005.
- GOLDKORN (G.), « *L'Iran et sa capacité à déclencher une guerre nucléaire* », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 165-177.
- HOURCADE (B.), « *La prise de pouvoir par les Gardiens de la Révolution : Retour au passé ou perspective d'avenir ?*, dans *Revue internationale et stratégique* », n. 70, 2008, p. 71-78.
- HOURCADE (B.), « *L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte* », dans *Politique étrangère*, n. 3, 2012, p. 491-503.
- HUNTINGTON (S.), « *The clash of civilisations* », dans *Foreign Affairs*, n. 3, 2003, p. 22-50.
- KAHL (C.), et WALTZ (K.), « *Iran and the bomb* », dans *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2012, consulté le 13/11/2012.
- KARMON (E.), « *Amérique latine, défi de l'Iran aux États-Unis dans leur arrière-cour* », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 531-555.

- KEISWETTER (A.), « *Arab Spring : Implication for U.S. Interests and Policy* », dans Middle-East Institute, 13/01/2012.
- KESSLER (G.), « *Iran and US. Signaling Chance of Deal* », dans Washington post, 17/07/2008.
- LADIER-FOULADI (M.), « *Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009* », dans Outre-Terre, n. 28, 2011, p. 149-272.
- LEGARE-TREMBLAY (J.-Fr.), « *L'idéologie néo-conservatrice et la politique étrangère américaine sous Georges W. Bush* », dans Chaire Raoul-Dandurand en Etudes stratégiques et diplomatiques, n. 9, 13/05/2005.
- LE GUELTE (G.), « *La crise nucléaire iranienne* », dans Dossier de l'Institut des Relations internationales et Stratégiques, 2011.
- LEI (W.) et JUN (L.), « *Les clefs de la relation Chine-Iran* », dans Outre-Terre, n. 28, 2011, p. 519-530.
- LEYMARIE (Ph.), « *Ormuz, détroit de la peur* », dans Défense en ligne-Les blogs du Diplo, 10/11/2011, visité le 19/11/2012.
- MAKINSKY (M.), « *L'Iran après les élections législatives de mars 2008 : une victoire en trompe-l'œil ?* », dans Revue internationale et stratégique, n. 70, 2008, p. 97-106.
- MALONEY (S.) et VIVARAT (G.), « *Téhéran/Washington : une relation immobile ?* », dans Politique étrangère, n. 3, 2011, p. 753-585.
- MEARSHEIMER (J.) et WALT (St.), *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, Paris, 2009.
- MICHAUX (L.), *L'influence des néo-conservateurs sous l'Administration Bush*, Louvain-la-Neuve, 2007.
- MILANNI (A.), DIAMOND (L.) MC FAUL (M.), « *Beyond Incrementalism, A New Strategy to Deal With Iran* », Rapport of the Hoover Institute, 2005.
- MINASSIAN (G.), « *L'Iran et sa porte de secours du Caucase du Sud* », dans Revue française de géopolitique, n. 4, 2009, p. 111-128.
- MOVAHHEDI (R.), *La politique étrangère des États-Unis après le 11 septembre 2001, en particulier à l'égard de l'Iran*, Sarrebruck, 2012.
- PARISI (M.), « *L'Iran en Syrie : images et mirages* », dans Outre-Terre, n. 28, 2011, p. 397-411.

- PARLAR DAL (E.), « Ankara-Téhéran : De la rivalité historique au rapprochement pragmatique et civilisationnel », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 493-499.
- PIRON (J.), « Iran-Russie : Une entente opportuniste », dans *Revue française de géopolitique*, n. 4, 2009, p. 78-88.
- RATSBEEN (A.), « Les États-Unis et l'Europe face à l'Iran sur le chemin escarpé de la mondialisation », dans *Géostratégiques*, n. 29, 2010, p.9-29.
- RASTBEEN (A.), « Les perspectives géopolitiques de la nouvelle administration américaine et les affrontements régionaux de l'Iran », dans *Géostratégiques*, n. 23, 2009, p. 11-22.
- RUMSFELD (D.), *Conférence de presse du Secrétaire à la Défense des États-Unis lors du sommet de l'OTAN, Bruxelles, 22 février 2005.*
- SAMAAN (J.-L.), « Une inconnue sur l'agenda : l'Administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », dans *Hérodote*, n. 132, 2009, p. 47-59.
- SEAL OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, *National Security Strategy*, Washington D.C., Mai 2010.
- STRUYE de SWIELANDE (T.), *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 25-35.
- TROMBETTA (L.), « Syrie-Iran : aires partagées, ennemis différents », dans *Outre-Terre*, n. 28, 2011, p. 385-396.
- TROUDI (M.F.), « Les dessous chinois au Moyen-Orient », dans *Géostratégiques*, n. 17, 2007, p. 105-121.
- U.S. DEPARTEMENT OF STATE WEBSITE, <http://www.state.gov/>, consulté le 11/12/2012.
- U.S. DEPARTEMENT OF STATE-OFFICE OF THE SPOKESMAN, *Designation of Iranians for Proliferation and Terrorism support*, 2007.
- VADEI (K.), « Les trente années perdues de la diplomatie irano-américaine », dans *Géostratégiques*, Mai 2009, p. 145-149.

Auteur : Julien Milquet
Mars 2013

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be

© CPCP asbl - 2013